

TREATY SERIES. No. 4.

1907.

GENERAL ACT

OF THE

INTERNATIONAL CONFERENCE AT
ALGECIRAS

RELATING TO THE

AFFAIRS OF MOROCCO.

April 7, 1906.

(Ratifications deposited at Madrid, December 31, 1906.)

*Presented to both Houses of Parliament by Command of His Majesty,
February 1907.*

LONDON:
PRINTED FOR HIS MAJESTY'S STATIONERY OFFICE,
BY HARRISON AND SONS, ST. MARTIN'S LANE,
PRINTERS IN ORDINARY TO HIS MAJESTY.

And to be purchased either directly or through any Bookseller, from
WYMAN AND SONS, LTD., FETTER LANE, E.C.; and
32, ABINGDON STREET, WESTMINSTER, S.W.; or
OLIVER AND BOYD, EDINBURGH; or
E. PONSONBY, 116, GRAFTON STREET, DUBLIN.

[Cd. 3302.] Price 4d.

GENERAL ACT OF THE INTERNATIONAL CON-
 FERENCE AT ALGECIRAS RELATING TO
 THE AFFAIRS OF MOROCCO.

April 7, 1906.

(Ratifications deposited at Madrid, December 31, 1906.)

Acte Général de la Conférence Internationale d'Algéiras.

Au nom de Dieu Tout-Puissant :

- Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des territoires britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes ;
- Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand ;
- Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, &c., et Roi Apostolique de Hongrie ;
- Sa Majesté le Roi des Belges ;
- Sa Majesté le Roi d'Espagne ;
- Le Président des États-Unis d'Amérique ;
- Le Président de la République Française ;
- Sa Majesté le Roi d'Italie ;
- Sa Majesté le Sultan du Maroc ;
- Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;
- Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, &c., &c., &c.
- Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies ;
- Sa Majesté le Roi de Suède ;

S'inspirant de l'intérêt qui s'attache à ce que l'ordre, la paix et la prospérité règnent au Maroc, et ayant reconnu que ce but

précieux ne saurait être atteint que moyennant l'introduction de réformes basées sur le triple principe de la souveraineté et de l'indépendance de Sa Majesté le Sultan, de l'intégrité de Ses États et de la liberté économique sans aucune inégalité, ont résolu, sur l'invitation qui Leur a été adressée par Sa Majesté Chérifienne, de réunir une Conférence à Algéiras pour arriver à une entente sur les dites réformes, ainsi que pour examiner les moyens de se procurer les ressources nécessaires à leur application, et ont nommé pour Leurs Délégués Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes :

Sir Arthur Nicolson, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies ;

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand :

Le Sieur Joseph de Radowitz, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté Catholique, et

Le Sieur Christian, Comte de Tattenbach, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Très-Fidèle ;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême etc., et Roi Apostolique de Hongrie :

Le Sieur Rodolphe, Comte de Welsersheimb, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté Catholique, et

Le Sieur Léopold, Comte Bolesta-Koziebrodzki, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire au Maroc ;

Sa Majesté le Roi des Belges :

Le Sieur Maurice, Baron Joostens, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Catholique, et

Le Sieur Conrad, Comte de Buisseret-Steenbecque de Blarenghien, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire au Maroc ;

Sa Majesté le Roi d'Espagne :

Don Juan Manuel Sánchez y Gutiérrez de Castro, Duc de Almodóvar del Río, Son Ministre d'État, et

Don Juan Pérez-Caballero y Ferrer, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges ;

Le Président des États-Unis d'Amérique :

Le Sieur Henry White, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire des États-Unis d'Amérique près Sa Majesté le Roi d'Italie, et

Le Sieur Samuel R. Gummeré, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire des États-Unis d'Amérique au Maroc ;

Le Président de la République Française :

Le Sieur Paul Révoil, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République Française auprès de la Confédération Suisse, et

Le Sieur Eugène Regnault, Ministre Plénipotentiaire ;

Sa Majesté le Roi d'Italie :

Le Sieur Emile, Marquis Visconti Venosta, Chevalier de l'Ordre de la Très-Sainte Annonciade, et

Le Sieur Giulio Malmusi, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire au Maroc ;

Sa Majesté le Sultan du Maroc :

El Hadj Mohamed Ben-el Arbi Ettorrés, Son Délégué à Tanger et Son Ambassadeur Extraordinaire,

El Hadj Mohamed Ben Abdesselam el Mokri, Son Ministre des Dépenses,

El Hadj Mohamed Es-Seffar, et
Sid Abderrhaman Bennis ;

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas :

Le Sieur Jonkheer Hannibal Testa, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Catholique ;

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, &c., &c., &c. :

Le Sieur Antoine, Comte de Tovar, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Catholique, et

Le Sieur François-Robert, Comte de Martens Ferrão, Pair du Royaume, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire au Maroc ;

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies :

Le Sieur Arthur, Comte Cassini, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté Catholique, et

Le Sieur Basile Bacheracht, Son Ministre au Maroc ;

Sa Majesté le Roi de Suède :

Le Sieur Robert Sager, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Catholique et près Sa Majesté Très-Fidèle ;

Lesquels, munis de pleins pouvoirs qui ont été trouvés en bonne et due forme, ont, conformément au programme sur lequel Sa Majesté Chérifienne et les Puissances sont tombées d'accord, successivement discuté et adopté :

I. Une Déclaration relative à l'organisation de la police ;

II. Un Règlement concernant la surveillance et la répression de la contrebande des armes ;

- III. Un Acte de concession d'une Banque d'État marocaine ;
- IV. Une Déclaration concernant un meilleur rendement des impôts et la création de nouveaux revenus ;
- V. Un Règlement sur les Douanes de l'Empire et la répression de la fraude et de la contrebande ;
- VI. Une Déclaration relative aux Services Publics et aux Travaux Publics ;

et, ayant jugé que ces différents documents pourraient être utilement coordonnés en un seul instrument, les ont réunis en un Acte général composé des Articles suivants :—

CHAPITRE I.—*Déclaration relative à l'Organisation de la Police.*

ARTICLE 1^{er}.

La Conférence, appelée par Sa Majesté le Sultan à se prononcer sur les mesures nécessaires pour organiser la police, déclare que les dispositions à prendre sont les suivantes.

ARTICLE 2.

La police sera placée sous l'autorité souveraine de Sa Majesté le Sultan. Elle sera recrutée par le Makhzen parmi les musulmans marocains, commandée par des Caïds marocains et répartie dans les huit ports ouverts au commerce.

ARTICLE 3.

Pour venir en aide au Sultan dans l'organisation de cette police, des officiers et sous-officiers instructeurs espagnols, des officiers et sous-officiers instructeurs français, seront mis à Sa disposition par leurs Gouvernements respectifs, qui soumettront leur désignation à l'agrément de Sa Majesté Chérifienne. Un contrat passé entre le Makhzen et les instructeurs, en conformité du règlement prévu à l'article 4, déterminera les conditions de leur engagement et fixera leur solde qui ne pourra pas être inférieure au double de la solde correspondante au grade de chaque officier ou sous-officier. Il leur sera alloué, en outre, une indemnité de résidence variable suivant les localités. Des logements convenables seront mis à leur disposition par le Makhzen qui fournira également les montures et les fourrages nécessaires.

Les Gouvernements auxquels ressortissent les instructeurs se réservent le droit de les rappeler et de les remplacer par d'autres, agréés et engagés dans les mêmes conditions.

ARTICLE 4.

Ces officiers et sous-officiers prêteront, pour une durée de cinq années à dater de la ratification de l'Acte de la Conférence, leur

concours à l'organisation des corps de police chérifiens. Ils assureront l'instruction et la discipline conformément au règlement qui sera établi sur la matière; ils veilleront également à ce que les hommes enrôlés possèdent l'aptitude au service militaire. D'une façon générale, ils devront surveiller l'administration des troupes et contrôler le paiement de la solde qui sera effectué par l'Amin, assisté de l'officier instructeur comptable. Ils prêteront aux autorités marocaines, investies du commandement de ces corps, leur concours technique pour l'exercice de ce commandement.

Les dispositions réglementaires propres à assurer le recrutement, la discipline, l'instruction et l'administration des corps de police seront arrêtées d'un commun accord entre le Ministre de la Guerre chérifien ou son délégué, l'inspecteur prévu à l'article 7, l'instructeur français et l'instructeur espagnol les plus élevés en grade.

Le règlement devra être soumis au Corps Diplomatique à Tanger qui formulera son avis dans le délai d'un mois. Passé ce délai, le règlement sera mis en application.

ARTICLE 5.

L'effectif total des troupes de police ne devra pas dépasser deux mille cinq cents hommes ni être inférieur à deux mille. Il sera réparti suivant l'importance des ports par groupes variant de cent cinquante à six cents hommes. Le nombre des officiers espagnols et français sera de seize à vingt; celui des sous-officiers espagnols et français, de trente à quarante.

ARTICLE 6.

Les fonds, nécessaires à l'entretien et au paiement de la solde des troupes et des officiers et sous-officiers instructeurs, seront avancés au Trésor chérifien par la Banque d'État, dans les limites du budget annuel attribué à la police qui ne devra pas dépasser deux millions et demi de pesetas pour un effectif de deux mille cinq cents hommes.

ARTICLE 7.

Le fonctionnement de la police sera, pendant la même période de cinq années, l'objet d'une inspection générale qui sera confiée par Sa Majesté Chérifienne à un officier supérieur de l'armée suisse dont le choix sera proposé à Son agrément par le Gouvernement fédéral suisse.

Cet officier prendra le titre d'Inspecteur général et aura sa résidence à Tanger.

Il inspectera, au moins une fois par an, les divers corps de police et, à la suite de ces inspections, il établira un rapport qu'il adressera au Makhzen.

En dehors des rapports réguliers, il pourra, s'il le juge néces-

saire, établir des rapports spéciaux sur toute question concernant le fonctionnement de la police.

Sans intervenir directement dans le commandement ou l'instruction, l'Inspecteur général se rendra compte des résultats obtenus par la police chérifienne au point de vue du maintien de l'ordre et de la sécurité dans les localités où cette police sera installée.

ARTICLE 8.

Les rapports et communications, faits au Makhzen par l'Inspecteur général au sujet de sa mission, seront, en même temps, remis en copie au Doyen du Corps Diplomatique à Tanger, afin que le Corps Diplomatique soit mis à même de constater que la police chérifienne fonctionne conformément aux décisions prises par la Conférence et de surveiller si elle garantit, d'une manière efficace et conforme aux traités, la sécurité des personnes et des biens des ressortissants étrangers, ainsi que celle des transactions commerciales.

ARTICLE 9.

En cas de réclamations dont le Corps Diplomatique serait saisi par la Légation intéressée, le Corps Diplomatique pourra, en avisant le Représentant du Sultan, demander à l'Inspecteur général de faire une enquête et d'établir un rapport sur ces réclamations, à toutes fins utiles.

ARTICLE 10.

L'Inspecteur général recevra un traitement annuel de vingt-cinq mille francs. Il lui sera alloué, en outre, une indemnité de six mille francs pour frais de tournées. Le Makhzen mettra à sa disposition une maison convenable et pourvoira à l'entretien de ses chevaux.

ARTICLE 11.

Les conditions matérielles de son engagement et de son installation, prévues à l'article 10, feront l'objet d'un contrat passé entre lui et le Makhzen. Ce contrat sera communiqué en copie au Corps Diplomatique.

ARTICLE 12.

Le cadre des instructeurs de la police chérifienne (officiers et sous-officiers) sera espagnol à Tétouan, mixte à Tanger, espagnol à Larache, français à Rabat, mixte à Casablanca, et français dans les trois autres ports.

CHAPITRE II. — *Règlement concernant la Surveillance et la Répression de la Contrebande des Armes.*

ARTICLE 13.

Sont prohibés dans toute l'étendue de l'Empire Chérifien, sauf dans les cas spécifiés aux articles 14 et 15, l'importation et le commerce des armes de guerre, pièces d'armes, munitions chargées ou non chargées de toutes espèces, poudres, salpêtre, fulmi-coton, nitro glycérine et toutes compositions destinées exclusivement à la fabrication des munitions.

ARTICLE 14.

Les explosifs nécessaires à l'industrie et aux travaux publics pourront néanmoins être introduits. Un règlement, pris dans les formes indiquées à l'article 18, déterminera les conditions dans lesquelles sera effectuée leur importation.

ARTICLE 15.

Les armes, pièces d'armes et munitions, destinées aux troupes de Sa Majesté Chérifienne, seront admises après l'accomplissement des formalités suivantes :—

Une déclaration, signée par le Ministre de la Guerre marocain, énonçant le nombre et l'espèce des fournitures de ce genre commandées à l'industrie étrangère, devra être présentée à la Légation du pays d'origine qui y apposera son visa.

Le dédouanement des caisses et colis contenant les armes et munitions, livrées en exécution de la commande du Gouvernement marocain, sera opéré sur la production :

- 1°. de la déclaration spécifiée ci-dessus,
- 2°. du connaissance indiquant le nombre, le poids des colis, le nombre et l'espèce des armes et munitions qu'ils contiennent. Ce document devra être visé par la Légation du pays d'origine qui marquera au verso les quantités successives précédemment dédouanées. Le visa sera refusé à partir du moment où la commande aura été intégralement livrée.

ARTICLE 16.

L'importation des armes de chasse et de luxe, pièces d'armes, cartouches chargées et non chargées, est également interdite. Elle pourra, toutefois, être autorisée :

- 1°. pour les besoins strictement personnels de l'importateur,
- 2°. pour l'approvisionnement des magasins d'armes autorisés conformément à l'article 18.

ARTICLE 17.

Les armes et munitions de chasse ou de luxe seront admises pour les besoins strictement personnels de l'importateur, sur la production d'un permis délivré par le Représentant du Makhzen à Tanger. Si l'importateur est étranger, le permis ne sera établi que sur la demande de la Légation dont il relève.

En ce qui concerne les munitions de chasse, chaque permis portera au maximum sur mille cartouches ou les fournitures nécessaires à la fabrication de mille cartouches.

Le permis ne sera donné qu'à des personnes n'ayant encouru aucune condamnation correctionnelle.

ARTICLE 18.

Le commerce des armes de chasse et de luxe, non rayées, de fabrication étrangère, ainsi que des munitions qui s'y rapportent, sera réglementé, dès que les circonstances le permettront, par décision chérifienne, prise conformément à l'avis du Corps Diplomatique à Tanger, statuant à la majorité des voix. Il en sera de même des décisions ayant pour but de suspendre ou de restreindre l'exercice de ce commerce.

Seules, les personnes ayant obtenu une licence spéciale et temporaire du Gouvernement marocain, seront admises à ouvrir et exploiter des débits d'armes et de munitions de chasse. Cette licence ne sera accordée que sur demande écrite de l'intéressé, appuyée d'un avis favorable de la Légation dont il relève.

Des règlements pris dans la forme indiquée au paragraphe premier de cet article détermineront le nombre des débits pouvant être ouverts à Tanger et, éventuellement, dans les ports qui seront ultérieurement désignés. Ils fixeront les formalités imposées à l'importation des explosifs à l'usage de l'industrie et des travaux publics, des armes et munitions destinées à l'approvisionnement des débits, ainsi que les quantités maxima qui pourront être conservées en dépôt.

En cas d'infractions aux prescriptions réglementaires, la licence pourra être retirée à titre temporaire ou à titre définitif, sans préjudice des autres peines encourues par les délinquants.

ARTICLE 19.

Toute introduction ou tentative d'introduction de marchandises prohibées donnera lieu à leur confiscation et, en outre, aux peines et amendes ci-dessous, qui seront prononcées par la juridiction compétente.

ARTICLE 20.

L'introduction, ou tentative d'introduction, par un port ouvert au commerce ou par un bureau de douane, sera punie :

1.° D'une amende de cinq cents à deux mille pesetas et d'une

amende supplémentaire égale à trois fois la valeur de la marchandise importée ;

- 2.° D'un emprisonnement de cinq jours à un an ;
ou de l'une des deux pénalités seulement.

ARTICLE 21.

L'introduction, ou tentative d'introduction, en dehors d'un port ouvert au commerce ou d'un bureau de douane, sera punie :

1.° D'une amende de mille à cinq mille pesetas et d'une amende supplémentaire, égale à trois fois la valeur de la marchandise importée ;

- 2.° D'un emprisonnement de trois mois à deux ans ;
ou de l'une des deux pénalités seulement.

ARTICLE 22.

La vente frauduleuse, le recel et le colportage des marchandises prohibées par le présent règlement seront punis des peines édictées à l'article 20.

ARTICLE 23.

Les complices des délits prévus aux articles 20, 21, et 22, seront passibles des mêmes peines que les auteurs principaux. Les éléments caractérisant la complicité seront appréciés d'après la législation du tribunal saisi.

ARTICLE 24.

Quand il y aura des indices sérieux, faisant soupçonner qu'un navire mouillé dans un port ouvert au commerce transporte en vue de leur introduction au Maroc des armes, des munitions ou d'autres marchandises prohibées, les agents de la douane chérifienne devront signaler ces indices à l'autorité consulaire compétente afin que celle-ci procède, avec l'assistance d'un délégué de la douane chérifienne, aux enquêtes, vérifications ou visites qu'elle jugera nécessaires.

ARTICLE 25.

Dans le cas d'introduction ou de tentative d'introduction par mer de marchandises prohibées, en dehors d'un port ouvert au commerce, la douane marocaine pourra anener le navire au port le plus proche pour être remis à l'autorité consulaire, laquelle pourra le saisir et maintenir la saisie jusqu'au paiement des amendes prononcées. Toutefois, la saisie du navire devra être levée, en tout état de l'instance, en tant que cette mesure

n'entravera pas l'instruction judiciaire, sur consignation du montant maximum de l'amende entre les mains de l'autorité consulaire ou sous caution solvable de la payer, acceptée par la douane.

ARTICLE 26.

Le Makhzen conservera les marchandises confisquées, soit pour son propre usage, si elles peuvent lui servir, à condition que les sujets de l'Empire ne puissent s'en procurer, soit pour les faire vendre en pays étranger.

Les moyens de transport à terre pourront être confisqués et seront vendus au profit du Trésor Chérifien.

ARTICLE 27.

La vente des armes réformées par le Gouvernement marocain sera prohibée dans toute l'étendue de l'Empire Chérifien.

ARTICLE 28.

Des primes, à prélever sur le montant des amendes prononcées, seront attribuées aux indicateurs qui auront amené la découverte des marchandises prohibées et aux agents qui en auront opéré la saisie : ces primes seront ainsi attribuées après déduction, s'il y a lieu, des frais du procès, un tiers à répartir par la douane entre les indicateurs, un tiers aux agents ayant saisi la marchandise, et un tiers au Trésor marocain.

Si la saisie a été opérée sans l'intervention d'un indicateur, la moitié des amendes sera attribuée aux agents saisissants et l'autre moitié au Trésor chérifien.

ARTICLE 29.

Les autorités douanières marocaines devront signaler directement aux agents diplomatiques ou consulaires les infractions au présent règlement commises par leurs ressortissants, afin que ceux-ci soient poursuivis devant la juridiction compétente.

Les mêmes infractions, commises par des sujets marocains, seront déferées directement par la douane à l'autorité chérifienne.

Un délégué de la douane sera chargé de suivre la procédure des affaires pendantes devant les diverses juridictions.

ARTICLE 30.

Dans la région frontière de l'Algérie, l'application du règlement sur la contrebande des armes restera l'affaire exclusive de la France et du Maroc.

De même, l'application du règlement sur la contrebande des armes dans le Riff et, en général, dans les régions frontalières des Possessions espagnoles, restera l'affaire exclusive de l'Espagne et du Maroc.

CHAPITRE III.—*Acte de Concession d'une Banque d'État.*

ARTICLE 31.

Une Banque sera instituée au Maroc sous le nom de "Banque d'État du Maroc" pour exercer les droits ci-après spécifiés dont la concession lui est accordée par Sa Majesté le Sultan, pour une durée de quarante années à partir de la ratification du présent Acte.

ARTICLE 32.

La Banque, qui pourra exécuter toutes les opérations rentrant dans les attributions d'une banque, aura le privilège exclusif d'émettre des billets au porteur, remboursables à présentation, ayant force libératoire dans les caisses publiques de l'Empire marocain.

La Banque maintiendra, pour le terme de deux ans à compter de la date de son entrée en fonctions, une encaisse au moins égale à la moitié de ses billets en circulation, et au moins égale au tiers après cette période de deux ans révolue. Cette encaisse sera constituée pour au moins un tiers en or ou monnaie or.

ARTICLE 33.

La Banque remplira, à l'exclusion de toute autre banque ou établissement de crédit, les fonctions de trésorier-payeur de l'Empire. A cet effet, le Gouvernement marocain prendra les mesures nécessaires pour faire verser dans les caisses de la Banque le produit des revenus des douanes, à l'exclusion de la partie affectée au service de l'Emprunt 1904 et des autres revenus qu'il désignera.

Quant au produit de la taxe spéciale créée en vue de l'accomplissement de certains travaux publics, le Gouvernement marocain devra le faire verser à la Banque, ainsi que les revenus qu'il pourrait ultérieurement affecter à la garantie de ses emprunts, la Banque étant spécialement chargée d'en assurer le service, à l'exception toutefois de l'Emprunt 1904 qui se trouve régi par un Contrat spécial.

ARTICLE 34.

La Banque sera l'agent financier du Gouvernement, tant au dedans qu'au dehors de l'Empire, sans préjudice du droit pour le

Gouvernement de s'adresser à d'autres maisons de banque ou établissements de crédit pour ses emprunts publics. Toutefois, pour les dits emprunts, la Banque jouira d'un droit de préférence, à conditions égales, sur toute maison de banque ou établissement de crédit.

Mais, pour les Bons du Trésor et autres effets de trésorerie à court terme que le Gouvernement marocain voudrait négocier, sans en faire l'objet d'une émission publique, la Banque sera chargée, à l'exclusion de tout autre établissement, d'en faire la négociation, soit au Maroc, soit à l'étranger, pour le compte du Gouvernement marocain.

ARTICLE 35.

A valoir sur les rentrées du Trésor, la Banque fera au Gouvernement marocain des avances en compte-courant jusqu'à concurrence d'un million de francs.

La Banque ouvrira, en outre, au Gouvernement, pour une durée de dix ans à partir de sa constitution, un crédit qui ne pourra pas dépasser les deux tiers de son capital initial.

Ce crédit sera réparti sur plusieurs années et employé en premier lieu aux dépenses d'installation et d'entretien des corps de police organisés conformément aux décisions prises par la Conférence, et subsidiairement aux dépenses de travaux d'intérêt général qui ne seraient pas imputées sur le fonds spécial prévu à l'article suivant.

Le taux de ces deux avances sera au maximum de sept pour cent, commission de banque comprise, et la Banque pourra demander au Gouvernement de lui remettre en garantie de leur montant une somme équivalente en Bons du Trésor.

Si, avant l'expiration des dix années, le Gouvernement marocain venait à contracter un emprunt, la Banque aurait la faculté d'obtenir le remboursement immédiat des avances faites conformément au deuxième alinéa du présent article.

ARTICLE 36.

Le produit de la taxe spéciale (Articles 33 et 66) formera un fonds spécial dont la Banque tiendra une comptabilité à part. Ce fonds sera employé conformément aux prescriptions arrêtées par la Conférence.

En cas d'insuffisance et à valoir sur les rentrées ultérieures, la Banque pourra ouvrir à ce fonds un crédit dont l'importance ne dépassera pas le montant des encaissements pendant l'année antérieure.

Les conditions de taux et de commission seront les mêmes que celles fixées à l'article précédent pour l'avance en compte-courant au Trésor.

ARTICLE 37.

La Banque prendra les mesures qu'elle jugera utiles pour assainir la situation monétaire au Maroc. La monnaie espagnole continuera à être admise à la circulation avec force libératoire.

En conséquence, la Banque sera exclusivement chargée de l'achat des métaux précieux, de la frappe et de la refonte des monnaies, ainsi que de toutes autres opérations monétaires qu'elle fera pour le compte et au profit du Gouvernement marocain.

ARTICLE 38.

La Banque, dont le siège social sera à Tangér, établira des succursales et agences dans les principales villes du Maroc et dans tout autre endroit où elle le jugera utile.

ARTICLE 39.

Les emplacements nécessaires à l'établissement de la Banque ainsi que de ses succursales et agences au Maroc seront mis gratuitement à sa disposition par le Gouvernement et, à l'expiration de la concession, le Gouvernement en reprendra possession et remboursera à la Banque les frais de construction de ces établissements. La Banque sera, en outre, autorisée à acquérir tout bâtiment et terrain dont elle pourrait avoir besoin pour le même objet.

ARTICLE 40.

Le Gouvernement chérifien assurera sous sa responsabilité la sécurité et la protection de la Banque, de ses succursales et agences. A cet effet, il mettra dans chaque ville une garde suffisante à la disposition de chacun de ces établissements.

ARTICLE 41.

La Banque, ses succursales et agences, seront exemptes de tout impôt ou redevance ordinaire ou extraordinaire, existants ou à créer; il en est de même pour les immeubles affectés à ses services, les titres et coupons de ses actions et ses billets. L'importation et l'exportation des métaux et monnaies destinés aux opérations de la Banque seront autorisées et exemptes de tout droit.

ARTICLE 42.

Le Gouvernement chérifien exercera sa haute surveillance sur la Banque par un Haut Commissaire marocain, nommé par lui, après entente préalable avec le Conseil d'Administration de la Banque.

Ce Haut Commissaire aura le droit de prendre connaissance de la gestion de la Banque; il contrôlera l'émission des billets de Banque et veillera à la stricte observation des dispositions de la concession.

Le Haut Commissaire devra signer chaque billet ou y apposer son sceau; il sera chargé de la surveillance des relations de la Banque avec le Trésor Impérial.

Il ne pourra pas s'immiscer dans l'administration et la gestion des affaires de la Banque, mais il aura toujours le droit d'assister aux réunions des Censeurs.

Le Gouvernement chérifien nommera un ou deux Commissaires adjoints qui seront spécialement chargés de contrôler les opérations financières du Trésor avec la Banque.

ARTICLE 43.

Un règlement, précisant les rapports de la Banque et du Gouvernement marocain, sera établi par le Comité spécial prévu à l'article 57 et approuvé par les Censeurs.

ARTICLE 44.

La Banque, constituée avec approbation du Gouvernement de Sa Majesté Chérifienne, sous la forme des sociétés anonymes, est régie par la loi française sur la matière.

ARTICLE 45.

Les actions intentées au Maroc par la Banque seront portées devant le Tribunal consulaire du défendeur ou devant la juridiction marocaine, conformément aux règles de compétence établies par les traités et les firmans chérifiens.

Les actions, intentées au Maroc contre la Banque, seront portées devant un Tribunal spécial, composé de trois magistrats consulaires et de deux assesseurs. Le Corps Diplomatique établira, chaque année, la liste des magistrats, des assesseurs, et de leurs suppléants.

Ce Tribunal appliquera à ces causes les règles de droit, de procédure et de compétence édictées en matière commerciale par la législation française. L'appel des jugements prononcés par ce Tribunal sera porté devant la Cour fédérale de Lausanne qui statuera en dernier ressort.

ARTICLE 46.

En cas de contestation sur les clauses de la concession ou de litiges pouvant survenir entre le Gouvernement marocain et la Banque, le différend sera soumis, sans appel ni recours, à la Cour fédérale de Lausanne.

Seront également soumises à cette Cour, sans appel ni recours, toutes les contestations qui pourraient s'élever entre les actionnaires et la Banque sur l'exécution des Statuts ou à raison des affaires sociales.

ARTICLE 47.

Les Statuts de la Banque seront établis d'après les bases suivantes par un Comité spécial prévu par l'article 57. Ils seront approuvés par les Censeurs et ratifiés par l'Assemblée générale des actionnaires.

ARTICLE 48.

L'Assemblée générale constitutive de la Société fixera le lieu où se tiendront les Assemblées des actionnaires et les réunions du Conseil d'Administration ; toutefois, ce dernier aura la faculté de se réunir dans toute autre ville s'il le juge utile.

La Direction de la Banque sera fixée à Tanger.

ARTICLE 49.

La Banque sera administrée par un Conseil d'Administration composé d'autant de membres qu'il sera fait de parts dans le capital initial.

Les administrateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de la Société ; ce sont eux notamment qui nommeront les Directeurs, Sous-Directeurs et Membres de la Commission indiquée à l'article 54, ainsi que les Directeurs des Succursales et Agences.

Tous les employés de la Société seront recrutés, autant que possible, parmi les ressortissants des diverses Puissances qui ont pris part à la souscription du capital.

ARTICLE 50.

Les Administrateurs, dont la nomination sera faite par l'Assemblée générale des actionnaires, seront désignés à son agrément par les groupes souscripteurs du capital.

Le premier conseil restera en fonctions pendant cinq années. A l'expiration de ce délai, il sera procédé à son renouvellement à raison de trois membres par an. Le sort déterminera l'ordre de sortie des Administrateurs ; ils seront rééligibles.

A la constitution de la Société, chaque groupe souscripteur aura le droit de désigner autant d'Administrateurs qu'il aura souscrit de parts entières, sans que les groupes soient obligés de porter leur choix sur un candidat de leur propre-nationalité.

Les groupes souscripteurs ne conserveront leur droit de désignation des Administrateurs, lors du remplacement de ces derniers, ou du renouvellement de leur mandat, qu'autant qu'ils

pourront justifier être encore en possession d'au moins la moitié de chaque part pour laquelle ils exercent ce droit.

Dans le cas où, par suite de ces dispositions, un groupe souscripteur ne se trouverait plus en mesure de désigner un administrateur, l'Assemblée générale des actionnaires, pourvoit directement à cette désignation.

ARTICLE 51.

Chacun des établissements ci-après : Banque de l'Empire Allemand, Banque d'Angleterre, Banque d'Espagne, Banque de France, nommera, avec l'agrément de son Gouvernement, un Censeur auprès de la Banque d'État du Maroc.

Les Censeurs resteront en fonctions pendant quatre années. Les Censeurs sortants peuvent être désignés à nouveau.

En cas de décès ou de démission, il sera pourvu à la vacance par l'établissement qui a procédé à la désignation de l'ancien titulaire, mais seulement pour le temps où ce dernier devait rester en charge.

ARTICLE 52.

Les Censeurs qui exerceront leur mandat en vertu du présent Acte des Puissances signataires devront, dans l'intérêt de celles-ci, veiller sur le bon fonctionnement de la Banque et assurer la stricte observation des clauses de la Concession et des Statuts. Ils veilleront à l'exact accomplissement des prescriptions concernant l'émission des billets et devront surveiller les opérations tendant à l'assainissement de la situation monétaire; mais ils ne pourront jamais, sous quelque prétexte que ce soit, s'immiscer dans la gestion des affaires, ni dans l'administration intérieure de la Banque.

Chacun des Censeurs pourra examiner en tout temps les comptes de la Banque, demander, soit au Conseil d'Administration, soit à la Direction, des informations sur la gestion de la Banque et assister aux réunions du Conseil d'Administration, mais seulement avec voix consultative.

Les quatre Censeurs se réuniront à Tanger, dans l'exercice de leurs fonctions, au moins une fois tous les deux ans, à une date à concerter entre eux. D'autres réunions à Tanger ou ailleurs devront avoir lieu, si trois des Censeurs l'exigent.

Les quatre Censeurs dresseront, d'un commun accord, un rapport annuel qui sera annexé à celui du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration transmettra, sans délai, une copie de ce rapport à chacun des Gouvernements signataires de l'Acte de la Conférence.

ARTICLE 53.

Les émoluments et indemnités de déplacement, affectés aux Censeurs, seront établis par le Comité d'étude des Statuts. Ils seront directement versés à ces agents par les Banques chargées de

leur désignation et remboursés à ces établissements par la Banque d'État du Maroc.

ARTICLE 54.

Il sera institué à Tanger auprès de la Direction une Commission dont les membres seront choisis par le Conseil d'Administration sans distinction de nationalité, parmi les notables résidant à Tanger, propriétaires d'actions de la Banque.

Cette Commission, qui sera présidée par un des Directeurs, ou Sous-Directeurs, donnera son avis sur les escomptes et ouvertures de crédits.

Elle adressera un rapport mensuel sur ces diverses questions au Conseil d'Administration.

ARTICLE 55.

Le capital, dont l'importance sera fixée par le Comité spécial désigné à l'article 57, sans pouvoir être inférieur à quinze millions de francs, ni supérieur à vingt millions, sera formé en monnaie or et les actions, dont les coupures représenteront une valeur équivalente à cinq cents francs, seront libellées dans les diverses monnaies or, à un change fixe, déterminé par les Statuts.

Ce capital pourra être ultérieurement augmenté, en une ou plusieurs fois, par décision de l'Assemblée Générale des Actionnaires.

La souscription de ces augmentations de capital sera réservée à tous les porteurs d'actions, sans distinction de groupe, proportionnellement aux titres possédés par chacun d'eux.

ARTICLE 56.

Le capital initial de la Banque sera divisé en autant de parts égales qu'il y aura de parties prenantes parmi les Puissances représentées à la Conférence.

A cet effet, chaque Puissance désignera une Banque qui exercera, soit pour elle-même, soit pour un groupe de banques, le droit de souscription ci-dessus spécifié, ainsi que le droit de désignation des Administrateurs prévu à l'article 50. Toute banque, choisie comme chef de groupe, pourra avec l'autorisation de son Gouvernement être remplacée par une autre banque du même pays.

Les États, qui voudraient se prévaloir de leur droit de souscription, auront à communiquer cette intention au Gouvernement Royal d'Espagne dans un délai de quatre semaines, à partir de la signature du présent Acte par les représentants des Puissances.

Toutefois, deux parts égales à celles réservées à chacun des groupes souscripteurs seront attribuées au *Consortium* des banques signataires du contrat du 12 Juin 1904, en compensation de la

cession qui sera faite par le *Consortium* à la Banque d'État du Maroc :

1° des droits spécifiés à l'article 33 du contrat ;

2° du droit inscrit à l'article 32 (§ 2) du contrat, concernant le solde disponible des recettes douanières sous réserve expresse du privilège général conféré en premier rang par l'article 11 du même contrat aux porteurs de Titres sur la totalité du Produit des Douanes.

ARTICLE 57.

Dans un délai de trois semaines à partir de la clôture de la souscription, notifiée par le Gouvernement Royal d'Espagne aux Puissances intéressées, un Comité spécial, composé de délégués nommés par les groupes souscripteurs, dans les conditions prévues à l'article 50 pour la nomination des Administrateurs, se réunira afin d'élaborer les Statuts de la Banque.

L'Assemblée générale constitutive de la Société aura lieu dans un délai de deux mois, à partir de la ratification du présent Acte.

Le rôle du Comité spécial cessera aussitôt après la constitution de la Société.

Le Comité spécial fixera lui-même le lieu de ses réunions.

ARTICLE 58.

Aucune modification aux Statuts ne pourra être apportée si ce n'est sur la proposition du Conseil d'Administration et après avis conforme des Censeurs et du Haut Commissaire Impérial.

Ces modifications devront être votées par l'Assemblée Générale des Actionnaires à la majorité des trois quarts des membres présents ou représentés.

CHAPITRE IV.—*Déclaration concernant un Meilleur Rendement des Impôts et la Création de Nouveaux Revenus.*

ARTICLE 59.

Dès que le *tertib* sera mis à exécution d'une façon régulière à l'égard des sujets marocains, les Représentants des Puissances à Tanger y soumettront leurs ressortissants dans l'Empire. Mais il est entendu que le dit impôt ne sera appliqué aux étrangers,

(a) que dans les conditions fixées par le règlement du Corps Diplomatique à Tanger en date du 23 Novembre 1903,

(b) que dans les localités où il sera effectivement perçu sur les sujets marocains.

Les autorités consulaires retiendront un tantième pour cent des sommes encaissées sur leurs ressortissants pour couvrir les frais occasionnés par la rédaction des rôles et le recouvrement de la taxe.

Le taux de cette retenue sera fixé, d'un commun accord, par le Makhzen et le Corps Diplomatique à Tanger.

ARTICLE 60.

Conformément au droit qui leur a été reconnu par l'article 11 de la Convention de Madrid, les étrangers pourront acquérir des propriétés dans toute l'étendue de l'Empire Chérifien et Sa Majesté le Sultan donnera aux autorités administratives et judiciaires les instructions nécessaires pour que l'autorisation de passer les actes ne soit pas refusée sans motif légitime. Quant aux transmissions ultérieures par actes entre vifs ou après décès, elles continueront à s'exercer sans aucune entrave.

Dans les ports ouverts au commerce et dans un rayon de dix kilomètres autour de ces ports, Sa Majesté le Sultan accorde, d'une façon générale, et sans qu'il soit désormais nécessaire de l'obtenir spécialement pour chaque achat de propriété par les étrangers, le consentement exigé par l'article 11 de la Convention de Madrid.

A Ksar el Kebir, Arzila, Azemmour et, éventuellement, dans d'autres localités du littoral ou de l'intérieur, l'autorisation générale ci-dessus mentionnée est également accordée aux étrangers, mais seulement pour les acquisitions dans un rayon de deux kilomètres autour de ces villes.

Partout où les étrangers auront acquis des propriétés, ils pourront élever des constructions en se conformant aux règlements et usages.

Avant d'autoriser la rédaction des actes transmissifs de propriété, le Cadi devra s'assurer, conformément à la loi musulmane, de la régularité des titres.

Le Makhzen désignera, dans chacune des villes et circonscriptions indiquées au présent article, le Cadi qui sera chargé d'effectuer ces vérifications.

ARTICLE 61.

Dans le but de créer de nouvelles ressources au Makhzen, la Conférence reconnaît, en principe, qu'une taxe pourra être établie sur les constructions urbaines.

Une partie des recettes ainsi réalisées sera affectée aux besoins de la voirie et de l'hygiène municipales et, d'une façon générale, aux dépenses d'amélioration et d'entretien des villes.

La taxe sera due par le propriétaire marocain ou étranger sans aucune distinction; mais le locataire ou le détenteur de la clef en sera responsable envers le Trésor marocain.

Un règlement édicté, d'un commun accord, par le Gouvernement chérifien et le Corps Diplomatique à Tanger, fixera le taux de la taxe, son mode de perception et d'application et déterminera la quotité des ressources ainsi créées qui devra être affectée aux dépenses d'amélioration et d'entretien des villes.

A Tanger, cette quotité sera versée au Conseil sanitaire international, qui en règlera l'emploi jusqu'à la création d'une organisation municipale.

ARTICLE 62.

Sa Majesté Chérifienne, ayant décidé en 1901 que les fonctionnaires marocains, chargés de la perception des impôts agricoles, ne recevraient plus des populations ni *sokhra* ni *mouna*, la Conférence estime que cette règle devra être généralisée autant que possible.

ARTICLE 63.

Les Délégués chérifiens ont exposé que des biens habous ou certaines propriétés domaniales, notamment des immeubles du Makhzen, occupés contre paiement de la redevance de six pour cent, sont détenus par des ressortissants étrangers, sans titres réguliers ou en vertu de contrats sujets à revision. La Conférence, désireuse de remédier à cet état de choses, charge le Corps Diplomatique à Tanger de donner une solution équitable à ces deux questions, d'accord avec le Commissaire spécial que Sa Majesté Chérifienne voudra bien désigner à cet effet.

ARTICLE 64.

La Conférence prend acte des propositions formulées par les Délégués chérifiens au sujet de la création de taxes sur certains commerces, industries et professions.

Si, à la suite de l'application de ces taxes aux sujets marocains, le Corps Diplomatique à Tanger estimait qu'il y a lieu de les étendre aux ressortissants étrangers, il est dès à présent spécifié que les dites taxes seront exclusivement municipales.

ARTICLE 65.

La Conférence se rallie à la proposition faite par la Délégation marocaine d'établir avec l'assistance du Corps Diplomatique :

(a) un droit de timbre sur les contrats et actes authentiques passés devant les adoul ;

(b) un droit de mutation, au maximum de deux pour cent, sur les ventes immobilières ;

(c) un droit de statistique et de pesage, au maximum de un pour cent *ad valorem*, sur les marchandises transportées par cabotage ;

(d) un droit de passeport à percevoir sur les sujets marocains ;

(e) éventuellement, des droits de quais et de phares dont le produit-devra être affecté à l'amélioration des ports.

4

ARTICLE 66.

A titre temporaire, les marchandises d'origine étrangère seront frappées à leur entrée au Maroc d'une taxe spéciale s'élevant à deux et demi pour cent *ad valorem*. Le produit intégral de cette taxe formera un fonds spécial qui sera affecté aux dépenses et à l'exécution de travaux publics, destinés au développement de la navigation et du commerce en général dans l'Empire chérifien.

Le programme des travaux et leur ordre de priorité seront arrêtés, d'un commun accord, par le Gouvernement chérifien et par le Corps Diplomatique à Tanger.

Les études, devis, projets et cahiers des charges s'y rapportant seront établis par un ingénieur compétent nommé par le Gouvernement chérifien d'accord avec le Corps Diplomatique. Cet ingénieur pourra, au besoin, être assisté d'un ou plusieurs ingénieurs adjoints. Leur traitement sera imputé sur les fonds de la caisse spéciale.

Les fonds de la caisse spéciale seront déposés à la Banque d'État du Maroc qui en tiendra la comptabilité.

Les adjudications publiques seront passées dans les formes et suivant les conditions générales prescrites par un Règlement que le Corps Diplomatique à Tanger est chargé d'établir avec le Représentant de Sa Majesté Chérifienne.

Le bureau d'adjudication sera composé d'un représentant du Gouvernement chérifien, de cinq délégués du Corps Diplomatique et de l'ingénieur.

L'adjudication sera prononcée en faveur du soumissionnaire qui, en se conformant aux prescriptions du cahier des charges, présentera l'offre remplissant les conditions générales les plus avantageuses.

En ce qui concerne les sommes provenant de la taxe spéciale et qui seraient perçues dans les bureaux de douane établis dans les régions visées par l'article 103 du Règlement sur les douanes, leur emploi sera réglé par le Makhzen avec l'agrément de la Puissance limitrophe, conformément aux prescriptions du présent article.

ARTICLE 67.

La Conférence, sous réserve des observations présentées à ce sujet, émet le vœu que les droits d'exportation des marchandises ci-après soient réduits de la manière suivante :—

Pois chiches	...	...	...	...	20 pour 100
Maïs	...	...	...	...	20 „ 100
Orge	...	...	...	...	50 „ 100
Blé	...	...	...	...	34 „ 100

ARTICLE 68.

Sa Majesté Chérifienne consentira, à élever à dix mille le chiffre de six mille têtes de bétail de l'espèce bovine que chaque

Puissance aura le droit d'exporter du Maroc. L'exportation pourra avoir lieu par tous les bureaux de douane. Si, par suite de circonstances malheureuses, une pénurie de bétail était constatée dans une région déterminée, Sa Majesté Chérifienne pourrait interdire temporairement la sortie du bétail par le port, ou les ports qui desservent cette région. Cette mesure ne devra pas excéder une durée de deux années; elle ne pourra pas être appliquée à la fois à tous les ports de l'Empire.

Il est d'ailleurs entendu que les dispositions précédentes ne modifient pas les autres conditions de l'exportation du bétail fixées par les firmans antérieurs.

La Conférence émet, en outre, le vœu qu'un service d'inspection vétérinaire soit organisé au plus tôt dans les ports de la côte.

ARTICLE 69.

Conformément aux décisions antérieures de Sa Majesté Chérifienne et notamment à la décision du 28 septembre 1901, est autorisé entre tous les ports de l'Empire le transport par cabotage des céréales, graines, légumes, œufs, fruits, volailles, et, en général des marchandises et animaux de toute espèce, originaires ou non du Maroc, à l'exception des chevaux, mulets, ânes et chameaux pour lesquels un permis spécial du Makhzen sera nécessaire. Le cabotage pourra être effectué par des bateaux de toute nationalité, sans que les dits articles aient à payer les droits d'exportation, mais en se conformant aux droits spéciaux et aux règlements sur la matière.

ARTICLE 70.

Le taux des droits de stationnement ou d'ancrage imposés aux navires dans les ports marocains se trouvant fixé par des traités passés avec certaines Puissances, ces Puissances se montrent disposées à consentir la révision des dits droits. Le Corps Diplomatique à Tanger est chargé d'établir, d'accord avec le Makhzen, les conditions de la révision qui ne pourra avoir lieu qu'après l'amélioration des ports.

ARTICLE 71.

Les droits de magasinage en douane seront perçus dans tous les ports marocains où il existera des entrepôts suffisants, conformément aux règlements pris ou à prendre sur la matière par le Gouvernement de Sa Majesté Chérifienne, d'accord avec le Corps Diplomatique à Tanger.

ARTICLE 72.

L'opium et le kif continueront à faire l'objet d'un monopole au profit du Gouvernement chérifien. Néanmoins, l'importation de

l'opium spécialement destiné à des emplois pharmaceutiques sera autorisée par permis spécial, délivré par le Makhzen, sur la demande de la Légation dont relève le pharmacien ou médecin importateur. Le Gouvernement Chérifien et le Corps Diplomatique régleront, d'un commun accord, la quantité maxima à introduire.

ARTICLE 73.

Les Représentants des Puissances prennent acte de l'intention du Gouvernement chérifien d'étendre aux tabacs de toutes sortes le monopole existant en ce qui concerne le tabac à priser. Ils réservent le droit de leurs ressortissants à être dûment indemnisés des préjudices que le dit monopole pourrait occasionner à ceux d'entre eux qui auraient des industries créées sous le régime actuel concernant le tabac. A défaut d'entente amiable, l'indemnité sera fixée par des experts désignés par le Makhzen et par le Corps Diplomatique, en se conformant aux dispositions arrêtées en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

ARTICLE 74.

Le principe de l'adjudication, sans acception de nationalité, sera appliqué aux fermes concernant le monopole de l'opium et du kif. Il en serait de même pour le monopole du tabac, s'il était établi.

ARTICLE 75.

Au cas où il y aurait lieu de modifier quelque'une des dispositions de la présente déclaration, une entente devra s'établir à ce sujet entre le Makhzen et le Corps Diplomatique à Tanger.

ARTICLE 76.

Dans tous les cas prévus par la présente déclaration, où le Corps Diplomatique sera appelé à intervenir, sauf en ce qui concerne les Articles 64, 70, et 75, les décisions seront prises à la majorité des voix.

CHAPITRE V.—*Règlement sur les Douanes de l'Empire et la Répression de la Fraude et de la Contrebande.*

ARTICLE 77.

Tout capitaine de navire de commerce, venant de l'étranger ou du Maroc, devra, dans les vingt-quatre heures de son admission en libre pratique dans un des ports de l'Empire, déposer au bureau de

douane une copie exacte de son manifeste, signée par lui et certifiée conforme par le consignataire du navire. Il devra, en outre, s'il en est requis, donner communication aux agents de la douane de l'original de son manifeste.

La douane aura la faculté d'installer à bord un ou plusieurs gardiens pour prévenir tout trafic illégal.

ARTICLE 78.

Sont exempts du dépôt du manifeste :

1°. Les bâtiments de guerre ou affrétés pour le compte d'une Puissance ;

2°. Les canots appartenant à des particuliers, qui s'en servent pour leur usage, en s'abstenant de tout transport de marchandises ;

3°. Les bateaux ou embarcations employés à la pêche en vue des côtes ;

4°. Les yachts uniquement employés à la navigation de plaisance et enregistrés au port d'attache dans cette catégorie ;

5°. Les navires chargés spécialement de la pose et de la réparation des câbles télégraphiques ;

6°. Les bateaux uniquement affectés au sauvetage ;

7°. Les bâtiments hospitaliers ;

8°. Les navires-écoles de la marine marchande, ne se livrant pas à des opérations commerciales.

ARTICLE 79.

Le manifeste, déposé à la douane, devra annoncer la nature et la provenance de la cargaison avec les marques et numéros des caisses, balles, ballots, barriques, &c.

ARTICLE 80.

Quand il y aura des indices sérieux faisant soupçonner l'inexactitude du manifeste; ou quand le capitaine du navire refusera de se prêter à la visite et aux vérifications des agents de la douane, le cas sera signalé à l'autorité consulaire compétente afin que celle-ci procède avec un délégué de la douane chérifienne, aux enquêtes, visites et vérifications qu'elle jugera nécessaires.

ARTICLE 81.

Si, à l'expiration du délai de vingt-quatre heures indiqué à l'article 77, le capitaine n'a pas déposé son manifeste, il sera passible, à moins que le retard ne provienne d'un cas de force majeure, d'une amende de cent cinquante pesetas par jour de retard, sans toutefois que cette amende puisse dépasser six cents pesetas. Si le capitaine a présenté frauduleusement un manifeste

inexact ou incomplet, il sera personnellement condamné au paiement d'une somme égale à la valeur des marchandises pour lesquelles il n'a pas produit de manifeste, et à une amende de cinq cents à mille pesetas, et le bâtiment et les marchandises pourront en outre être saisis par l'autorité consulaire compétente pour la sûreté de l'amende.

ARTICLE 82.

Toute personne, au moment de dédouaner les marchandises importées ou destinées à l'exportation, doit faire à la douane une déclaration détaillée, énonçant l'espèce, la qualité, le poids, le nombre, la mesure et la valeur des marchandises, ainsi que l'espèce, les marques et les numéros des colis qui les contiennent.

ARTICLE 83.

Dans le cas où, lors de la visite, on trouvera moins de colis ou de marchandises qu'il n'en a été déclaré, le déclarant, à moins qu'il ne puisse justifier de sa bonne foi, devra payer double droit pour les marchandises manquant, et les marchandises présentées seront retenues en douane pour la sûreté de ce double droit; si, au contraire, on trouve à la visite un excédent quant au nombre des colis, à la quantité ou au poids des marchandises, cet excédent sera saisi et confisqué au profit du Makhzen à moins que le déclarant ne puisse justifier de sa bonne foi.

ARTICLE 84.

Si la déclaration a été reconnue inexacte quant à l'espèce ou à la qualité, et si le déclarant ne peut justifier de sa bonne foi, les marchandises inexactement déclarées seront saisies et confisquées au profit du Makhzen par l'autorité compétente.

ARTICLE 85.

Dans le cas où la déclaration serait reconnue inexacte quant à la valeur déclarée et si le déclarant ne peut justifier de sa bonne foi, la douane pourra, soit prélever le droit en nature séance tenante, soit, au cas où la marchandise est indivisible, acquérir la dite marchandise, en payant immédiatement au déclarant la valeur déclarée, augmentée de cinq pour cent.

ARTICLE 86.

Si la déclaration est reconnue fautive quant à la nature des marchandises, celles-ci seront considérées comme n'ayant pas été déclarées et l'infraction tombera sous l'application des articles 88 et 90 ci-après et sera punie des peines prévues aux dits articles.

ARTICLE 87.

Toute tentative ou tout flagrant délit d'introduction, toute tentative ou tout flagrant délit d'exportation en contrebande de marchandises soumises au droit, soit par mer, soit par terre, seront passibles de la confiscation des marchandises, sans préjudice des peines et amendes ci-dessous qui seront prononcées par la juridiction compétente.

Seront en outre saisis et confisqués les moyens de transport par terre dans le cas où la contrebande constituera la partie principale du chargement.

ARTICLE 88.

Toute tentative ou tout flagrant délit d'introduction, toute tentative ou tout flagrant délit d'exportation en contrebande par un port ouvert au commerce ou par un bureau de douane, seront punis d'une amende ne dépassant pas le triple de la valeur des marchandises, objet de la fraude, et d'un emprisonnement de cinq jours à six mois, ou de l'une des deux peines seulement.

ARTICLE 89.

Toute tentative ou tout flagrant délit d'introduction, toute tentative ou tout flagrant délit d'exportation, en dehors d'un port ouvert au commerce ou d'un bureau de douane, seront punis d'une amende de trois cents à cinq cents pesetas et d'une amende supplémentaire égale à trois fois la valeur de la marchandise ou d'un emprisonnement d'un mois à un an.

ARTICLE 90.

Les complices des délits prévus aux articles 88 et 89 seront passibles des mêmes peines que les auteurs principaux. Les éléments caractérisant la complicité seront appréciés d'après la législation du tribunal saisi:

ARTICLE 91.

En cas de tentative ou flagrant délit d'importation, de tentative ou flagrant délit d'exportation de marchandises par un navire en dehors d'un port ouvert au commerce, la douane marocaine pourra amener le navire au port le plus proche pour être remis à l'autorité consulaire, laquelle pourra le saisir et maintenir la saisie jusqu'à ce qu'il ait acquitté le montant des condamnations prononcées.

La saisie du navire devra être levée, en tout état de l'instance, en tant que cette mesure n'entravera pas l'instruction judiciaire, sur consignation du montant maximum de l'amende entre les mains de l'autorité consulaire ou sous caution solvable de la payer acceptée par la douane.

ARTICLE 92.

Les dispositions des articles précédents seront applicables à la navigation de cabotage.

ARTICLE 93.

Les marchandises, non soumises aux droits d'exportation, embarquées dans un port marocain pour être transportées par mer dans un autre port de l'Empire, devront être accompagnées d'un certificat de sortie délivré par la douane, sous peine d'être assujetties au paiement du droit d'importation et même confisquées si elles ne figuraient pas au manifeste.

ARTICLE 94.

Le transport par cabotage des produits soumis aux droits d'exportation ne pourra s'effectuer qu'en consignnant au bureau de départ, contre quittance, le montant des droits d'exportation relatifs à ces marchandises.

Cette consignation sera remboursée au déposant par le bureau où elle a été effectuée, sur production d'une déclaration revêtue par la douane de la mention d'arrivée de la marchandise et de la quittance constatant le dépôt des droits. Les pièces justificatives de l'arrivée de la marchandise devront être produites dans les trois mois de l'expédition. Passé ce délai, à moins que le retard ne provienne d'un cas de force majeure, la somme consignée deviendra la propriété du Makhzen.

ARTICLE 95.

Les droits d'entrée et de sortie seront payés au comptant au bureau de douane où la liquidation aura été effectuée. Les droits ad valorem seront liquidés suivant la valeur au comptant et en gros de la marchandise rendue au bureau de douane, et franche de droits de douane et de magasinage. En cas d'avaries, il sera tenu compte, dans l'estimation, de la dépréciation subie par la marchandise. Les marchandises ne pourront être retirées qu'après le paiement des droits de douane et de magasinage.

Toute prise en charge ou perception devra faire l'objet d'un récépissé régulier, délivré par l'agent chargé de l'opération.

ARTICLE 96.

La valeur des principales marchandises taxées par les Douanes marocaines sera déterminée chaque année, dans les conditions

spécifiées à l'article précédent, par une Commission des valeurs douanières, réunie à Tanger et composée de :

- 1°. Trois membres désignés par le Gouvernement marocain,
- 2°. Trois membres désignés par le Corps Diplomatique à Tanger,
- 3°. Un délégué de la Banque d'État,
- 4°. Un agent de la Délégation de l'Emprunt marocain 5%^o 1904.

La Commission nommera douze à vingt membres honoraires domiciliés au Maroc, qu'elle consultera quand il s'agira de fixer les valeurs et toutes les fois qu'elle le jugera utile. Ces membres honoraires seront choisis sur les listes des notables, établies par chaque Légation pour les étrangers et par le Représentant du Sultan pour les marocains. Ils seront désignés, autant que possible, proportionnellement à l'importance du commerce de chaque nation.

La Commission sera nommée pour trois années.

Le tarif des valeurs fixées par elle servira de base aux estimations qui seront faites dans chaque bureau par l'administration des douanes marocaines. Il sera affiché dans les bureaux de douane et dans les chancelleries des Légations ou des Consulats à Tanger.

Le tarif sera susceptible d'être révisé au bout de six mois, si des modifications notables sont survenues dans la valeur de certaines marchandises.

ARTICLE 97.

Un Comité permanent, dit "Comité des douanes," est institué à Tanger et nommé pour trois années. Il sera composé d'un Commissaire spécial de Sa Majesté Chérifienne, d'un membre du Corps Diplomatique ou Consulaire désigné par le Corp Diplomatique à Tanger, et d'un délégué de la Banque d'État. Il pourra s'adjoindre, à titre consultatif, un ou plusieurs représentants du service des Douanes.

Ce Comité exercera sa haute surveillance sur le fonctionnement des Douanes et pourra proposer à Sa Majesté Chérifienne les mesures qui seraient propres à apporter des améliorations dans le service et à assurer la régularité et le contrôle des opérations et perceptions (débarquements, embarquements, transport à terre, manipulations, entrées et sorties des marchandises, magasinage, estimation, liquidation et perception des taxes). Par la création du "Comité des douanes," il ne sera porté aucune atteinte aux droits stipulés en faveur des porteurs de titres par les articles 15 et 16 du Contrat d'emprunt du 12 Juin 1904.

Des instructions, élaborées par le Comité des douanes et les services intéressés, détermineront les détails de l'application de l'article 96 et du présent article. Elles seront soumises à l'avis du Corps Diplomatique.

ARTICLE 98.

Dans les douanes où il existe des magasins suffisants, le service de la douane prend en charge les marchandises débarquées à partir du moment où elles sont remises, contre récépissé, par le capitaine du bateau aux agents préposés à l'acconage jusqu'au moment où elles sont régulièrement dédouanées. Il est responsable des dommages causés par les pertes ou avaries de marchandise qui sont imputables à la faute ou à la négligence de ses agents. Il n'est pas responsable des avaries résultant soit du déperissement naturel de la marchandise, soit de son trop long séjour en magasin, soit des cas de force majeure.

Dans les douanes où il n'y a pas de magasins suffisants, les agents du Makhzen sont seulement tenus d'employer les moyens de préservation dont dispose le bureau de la douane.

Une révision du Règlement de magasinage, actuellement en vigueur, sera effectuée par les soins du Corps Diplomatique statuant à la majorité, de concert avec le Gouvernement chérifien.

ARTICLE 99.

Les marchandises et les moyens de transport à terre confisqués seront vendus par les soins de la douane, dans un délai de huit jours à partir du jugement définitif rendu par le tribunal compétent.

ARTICLE 100.

Le produit net de la vente des marchandises et objets confisqués est acquis définitivement à l'État; celui des amendes pécuniaires, ainsi que le montant des transactions, seront, après déduction des frais de toute nature, répartis entre le Trésor chérifien et ceux qui auront participé à la répression de la fraude ou de la contrebande.

Un tiers à répartir par la douane entre les indicateurs,

Un tiers aux agents ayant saisi la marchandise,

Un tiers au Trésor marocain.

Si la saisie a été opérée sans l'intervention d'un indicateur, la moitié des amendes sera attribuée aux agents saisissants et l'autre moitié au Trésor marocain.

ARTICLE 101.

Les autorités douanières marocaines devront signaler directement aux agents diplomatiques ou consulaires les infractions au présent règlement commises par leurs ressortissants, afin que ceux-ci soient poursuivis devant la juridiction compétente.

Les mêmes infractions, commises par des sujets marocains, seront déferées directement par la douane à l'autorité chérifienne.

Un délégué de la douane sera chargé de suivre la procédure des affaires pendantes devant les diverses juridictions.

ARTICLE 102.

Toute confiscation, amende, ou pénalité devra être prononcée pour les étrangers par la juridiction consulaire et pour les sujets marocains par la juridiction chérifienne.

ARTICLE 103.

Dans la région frontière de l'Algérie, l'application du présent règlement restera l'affaire exclusive de la France et du Maroc ;

De même, l'application de ce règlement dans le Riff, et, en général, dans les régions frontières des Possessions espagnoles, restera l'affaire exclusive de l'Espagne et du Maroc.

ARTICLE 104.

Les dispositions du présent règlement, autres que celles qui s'appliquent aux pénalités, pourront être révisées par le Corps Diplomatique à Tanger, statuant à l'unanimité des voix, et d'accord avec le Makhzen, à l'expiration d'un délai de deux ans à dater de son entrée en vigueur.

CHAPITRE VI.—*Déclaration relative aux Services Publics et aux Travaux Publics.*

ARTICLE 105.

En vue d'assurer l'application du principe de la liberté économique sans aucune inégalité, les Puissances signataires déclarent qu'aucun des services publics de l'Empire Chérifien ne pourra être aliéné au profit d'intérêts particuliers.

ARTICLE 106.

Dans le cas où le Gouvernement chérifien croirait devoir faire appel aux capitaux étrangers ou à l'industrie étrangère pour l'exploitation de services publics ou pour l'exécution de travaux publics, routes, chemins de fer, ports, télégraphes et autres, les Puissances signataires se réservent de veiller à ce que l'autorité de l'État sur ces grandes entreprises d'intérêt général demeure entière.

ARTICLE 107.

La validité des concessions qui seraient faites aux termes de l'article 106 ainsi que pour les fournitures d'État sera subordonnée, dans tout l'Empire chérifien, au principe de l'adjudication publique,

sans acception de nationalité, pour toutes les matières qui, conformément aux règles suivies dans les législations étrangères, en comportent l'application.

ARTICLE 108.

Le Gouvernement chérifien, dès qu'il aura décidé de procéder par voie d'adjudication à l'exécution des travaux publics, en fera part au Corps Diplomatique ; il lui communiquera, par la suite, les cahiers des charges, plans, et tous les documents annexés au projet d'adjudication, de manière que les nationaux de toutes les Puissances signataires puissent se rendre compte des travaux projetés et être à même d'y concourir. Un délai suffisant sera fixé à cet effet par l'avis d'adjudication.

ARTICLE 109.

Le cahier des charges ne devra contenir, ni directement ni indirectement, aucune condition ou disposition qui puisse porter atteinte à la libre concurrence et mettre en état d'infériorité les concurrents d'une nationalité vis-à-vis des concurrents d'une autre nationalité.

ARTICLE 110.

Les adjudications seront passées dans les formes et suivant les conditions générales prescrites par un règlement que le Gouvernement chérifien arrêtera avec l'assistance du Corps Diplomatique.

L'adjudication sera prononcée par le Gouvernement chérifien en faveur du soumissionnaire qui, en se conformant aux prescriptions du cahier des charges, présentera l'offre remplissant les conditions générales les plus avantageuses.

ARTICLE 111.

Les règles des articles 106 à 110 seront appliquées aux concessions d'exploitation de forêts de chênes-lièges, conformément aux dispositions en usage dans les législations étrangères.

ARTICLE 112.

Un firman chérifien déterminera les conditions de concession et d'exploitation des mines, minières et carrières. Dans l'élaboration de ce firman, le Gouvernement chérifien s'inspirera des législations étrangères existant sur la matière.

ARTICLE 113.

Si, dans les cas mentionnés aux articles 106 à 112, il était nécessaire d'occuper certains immeubles, il pourra être procédé à

leur expropriation moyennant le versement préalable d'une juste indemnité et conformément aux règles suivantes.

ARTICLE 114.

L'expropriation ne pourra avoir lieu que pour cause d'utilité publique et qu'autant que la nécessité en aura été constatée par une enquête administrative dont un règlement chérifien, élaboré avec l'assistance du Corps Diplomatique, fixera les formalités.

ARTICLE 115.

Si les propriétaires d'immeubles sont sujets marocains, Sa Majesté Chérifienne prendra les mesures nécessaires pour qu'aucun obstacle ne soit apporté à l'exécution des travaux qu'Elle aura déclarés d'utilité publique.

ARTICLE 116.

S'il s'agit de propriétaires étrangers, il sera procédé à l'expropriation de la manière suivante :

En cas de désaccord entre l'administration compétente et le propriétaire de l'immeuble à exproprier, l'indemnité sera fixée par un jury spécial, ou, s'il y a lieu, par arbitrage.

ARTICLE 117.

Ce jury sera composé de six experts estimateurs, choisis trois par le propriétaire, trois par l'administration qui poursuivra l'expropriation. L'avis de la majorité absolue prévaudra.

S'il ne peut se former de majorité, le propriétaire et l'administration nommeront chacun un arbitre et ces deux arbitres désigneront le tiers arbitre.

A défaut d'entente pour la désignation du tiers arbitre, ce dernier sera nommé par le Corps Diplomatique à Tanger.

ARTICLE 118.

Les arbitres devront être choisis sur une liste établie au début de l'année par le Corps Diplomatique et, autant que possible, parmi les experts ne résidant pas dans la localité où s'exécute le travail.

ARTICLE 119.

Le propriétaire pourra faire appel de la décision rendue par les arbitres, devant la juridiction compétente, et conformément aux règles fixées en matière d'arbitrage par la législation à laquelle il ressortit.

CHAPITRE VII.—*Dispositions Générales.*

ARTICLE 120.

En vue de mettre, s'il y a lieu, sa législation en harmonie avec les engagements contractés par le présent Acte Général, chacune des Puissances signataires s'oblige à provoquer, en ce qui la concerne, l'adoption des mesures législatives qui seraient nécessaires.

ARTICLE 121.

Le présent Acte Général sera ratifié suivant les lois constitutionnelles particulières à chaque État ; les ratifications seront déposées à Madrid le plus tôt que faire se pourra, et au plus tard le trente et un Décembre mille neuf cent six.

Il sera dressé du dépôt un procès-verbal dont une copie certifiée conforme sera remise aux Puissances signataires par la voie diplomatique.

ARTICLE 122.

Le présent Acte Général entrera en vigueur le jour où toutes les ratifications auront été déposées, et au plus tard le trente et un Décembre mille neuf cent six.

Au cas où les mesures législatives spéciales qui dans certains pays seraient nécessaires pour assurer l'application à leurs nationaux résidant au Maroc de quelques-unes des stipulations du présent Acte Général, n'auraient pas été adoptées avant la date fixée pour la ratification, ces stipulations ne deviendraient applicables, en ce qui les concerne, qu'après que les mesures législatives ci-dessus visées auraient été promulguées.

ARTICLE 123 ET DERNIER.

Tous les traités, conventions et arrangements des Puissances signataires avec le Maroc restent en vigueur. Toutefois, il est entendu qu'en cas de conflit entre leurs dispositions et celles du présent Acte Général, les stipulations de ce dernier prévaudront.

En foi de quoi, les Délégués Plénipotentiaires ont signé le présent Acte Général et y ont apposé leur cachet.

Fait à Algéciras le septième jour d'Avril mille neuf cent six, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement de Sa Majesté Catholique et dont des copies certifiées conformes seront remises par la voie diplomatique aux Puissances signataires.

Pour la Grande-Bretagne :

(L.S.) A. NICOLSON.

Pour l'Allemagne :

(L.S.) RADOWITZ.
(L.S.) TATTENBACH.

Pour l'Autriche-Hongrie :

(L.S.) WELSERSHEIMB.
(L.S.) BOLESTA-KOZIEBRODZKI.

Pour la Belgique :

(L.S.) JOOSTENS.
(L.S.) Comte CONRAD DE BUISSERET.

Pour l'Espagne :

(L.S.) El Duque DE ALMODÓVAR DEL RÍO.
(L.S.) J. PÉREZ-CABALLERO.

Pour les États-Unis d'Amérique

(Sous réserve de la déclaration faite en séance plénière
de la Conférence le 7 Avril 1906) :

(L.S.) HENRY WHITE.
(L.S.) SAMUEL R. GUMMERÉ.

Pour la France :

(L.S.) RÉVOIL.
(L.S.) REGNAULT.

Pour l'Italie :

(L.S.) VISCONTI VENOSTA.
(L.S.) G. MALMUSI.

Pour le Maroc :

Pour les Pays-Bas :

(L.S.) H. TESTA.

Pour le Portugal :

(L.S.) Conde DE TOVAR.
(L.S.) Conde DE MARTENS FERRÃO.

Pour la Russie :

(L.S.) CASSINI.
(L.S.) BASILE BACHERACHT.

Pour la Suède :

(L.S.) ROBERT SAGER.

Protocole Additionnel.

Au moment de procéder à la signature de l'Acte général de la Conférence d'Algéciras, les Délégués de la Grande-Bretagne, d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de Belgique, d'Espagne, des États-Unis d'Amérique, de France, d'Italie, des Pays-Bas, de Portugal, de Russie et de Suède,

Tenant compte de ce que les Délégués du Maroc ont déclaré ne pas être en mesure pour le moment, d'y apposer leur signature, l'éloignement ne leur permettant pas d'obtenir à bref délai la réponse de Sa Majesté Chérifienne concernant les points au sujet desquels ils ont cru devoir Lui en référer,

S'engagent réciproquement, en vertu de leurs mêmes pleins pouvoirs, à unir leurs efforts, en vue de la ratification intégrale par Sa Majesté Chérifienne du dit Acte Général et en vue de la mise en vigueur simultanée des réformes qui y sont prévues et qui sont solidaires les unes des autres.

Ils conviennent, en conséquence, de charger Son Excellence M. Malmusi, Ministre d'Italie au Maroc et Doyen du Corps Diplomatique à Tanger, de faire les démarches nécessaires à cet effet, en appelant l'attention de Sa Majesté le Sultan sur les grands avantages qui résulteront pour Son Empire des stipulations adoptées à la Conférence par l'unanimité des Puissances signataires.

L'adhésion donnée par Sa Majesté Chérifienne à l'Acte Général de la Conférence d'Algéciras devra être communiquée, par l'intermédiaire du Gouvernement de Sa Majesté Catholique, aux Gouvernements des autres Puissances signataires. Cette adhésion aura la même force que si les Délégués du Maroc eussent apposé leur signature sur l'Acte Général et tiendra lieu de ratification par Sa Majesté Chérifienne.

En foi de quoi, les Délégués de la Grande-Bretagne, d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de Belgique, d'Espagne, des États-Unis d'Amérique, de France, d'Italie, des Pays-Bas, de Portugal, de Russie et de Suède, ont signé le présent Protocole additionnel et y ont apposé leur cachet.

Fait à Algéciras, le septième jour d'Avril, mille neuf cent six, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du

Gouvernement de Sa Majesté Catholique et dont des copies, certifiées conformes, seront remises, par la voie diplomatique, aux Puissances signataires.

Pour la Grande-Bretagne :

(L.S.) A. NICOLSON.

Pour l'Allemagne :

(L.S.) RADOWITZ.

(L.S.) TATTENBACH.

Pour l'Autriche-Hongrie :

(L.S.) WELSERSHEIMB.

(L.S.) BOLESTA-KOZIEBRODZKI.

Pour la Belgique :

(L.S.) JOOSTENS.

(L.S.) Comte CONRAD DE BUISSERET.

Pour l'Espagne :

(L.S.) El Duque DE ALMODÓVAR DEL RÍO.

(L.S.) J. PÉREZ-CABALLERO.

Pour les États-Unis d'Amérique

(Sous réserve de la déclaration faite en séance plénière de la Conférence le 7 Avril, 1906)

(L.S.) HENRY WHITE.

(L.S.) SAMUEL R. GUMMERE.

Pour la France :

(L.S.) RÉVOIL.

(L.S.) REGNAULT.

Pour l'Italie :

(L.S.) VISCONTI VENOSTA.

(L.S.) G. MALMUSI.

Pour les Pays-Bas :

(L.S.) H. TESTA.

Pour le Portugal :

(L.S.) Conde DE TOVAR.

(L.S.) Conde DE MARTENS FERRÃO.

Pour la Russie :

(L.S.) CASSINI.
(L.S.) BASILE BACHERACHT.

Pour la Suède :

(L.S.) ROBERT SAGER.

(Declaration by the United States' Delegate, April 7, 1906.)

LE Gouvernement des États-Unis d'Amérique, n'ayant pas d'intérêts politiques au Maroc, et n'ayant été, en prenant part à cette Conférence, animé de désirs et intentions autres que de contribuer à assurer à toutes les nations l'égalité la plus étendue au Maroc en matière de commerce, de traitement et de prérogatives, et d'y faciliter l'introduction de réformes dont le résultat serait un bien-être général basé sur une cordialité complète de relations extérieures et une stabilité administrative intérieure, déclare: qu'en s'associant aux Règlements et Déclarations de la Conférence par la signature de l'Acte Général, sous réserve de ratification en conformité avec les lois constitutionnelles, et du Protocol Additionnel, et en acceptant leur application aux citoyens et aux intérêts Américains au Maroc, il ne prend sur lui aucune obligation ou responsabilité par rapport aux mesures qui pourraient être nécessaires pour la mise à exécution des dits Règlements et Déclarations.

(Translation.)

General Act of the International Conference at Algéiras.

In the name of God Almighty !

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India ;

His Majesty the German Emperor, King of Prussia, in the name of the German Empire ;

His Majesty the Emperor of Austria, King of Bohemia, &c and Apostolic King of Hungary ;

His Majesty the King of the Belgians ;

His Majesty the King of Spain ;

The President of the United States of America ;

The President of the French Republic ;

His Majesty the King of Italy ;

His Majesty the Sultan of Morocco ;

Her Majesty the Queen of the Netherlands ;
 His Majesty the King of Portugal and the Algarves, &c. ;
 His Majesty the Emperor of All the Russias ;
 His Majesty the King of Sweden ;

Inspired by the interest which attaches to the reign of order, peace, and prosperity in Morocco, and having recognized that this desirable end could only be attained by means of the introduction of reforms based upon the threefold principle of the sovereignty and independence of His Majesty the Sultan, the integrity of his dominions, and economic liberty without any inequality, have resolved, on the invitation which has been addressed to them by His Shereefian Majesty, to assemble a Conference at Algeciras, in order to arrive at an understanding respecting the said reforms, as well as to examine the means of providing the resources necessary for their application, and have named as their Delegates Plenipotentiary, that is to say :

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India :

Sir Arthur Nicolson, his Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to His Majesty the Emperor of All the Russias ;

His Majesty the German Emperor, King of Prussia, in the name of the German Empire :

Joseph de Radowitz, his Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to His Catholic Majesty ; and

Christian, Count of Tattenbach, his Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Most Faithful Majesty ;

His Majesty the Emperor of Austria, King of Bohemia, &c., and Apostolic King of Hungary :

Rudolf, Count of Welsersheimb, his Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to His Catholic Majesty ; and

Leopold, Count Bolesta-Koziebrodzki, his Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to Morocco ;

His Majesty the King of the Belgians :

Maurice, Baron Joostens, his Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Catholic Majesty ; and

Conrad, Count of Buisseret-Steenbecque de Blarengghien, his Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to Morocco ;

His Majesty the King of Spain :

Don Juan Manuel Sánchez y Gutiérrez de Castro, Duke of Almodóvar del Río, his Minister of State ; and

Don Juan Pérez-Caballero y Ferrer, his Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Majesty the King of the Belgians ;

The President of the United States of America :

Mr. Henry White, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the United States of America to His Majesty the King of Italy ; and

Mr. Samuel R. Gummeré, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America to Morocco ;

The President of the French Republic :

M. Paul Révoil, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the French Republic to the Swiss Confederation ; and

M. Eugène Regnault, Minister Plenipotentiary ;

His Majesty the King of Italy :

Emile, Marquis Visconti Venosta, Knight of the Order of the Most Holy Annunciation ; and

Signor Julio Malmusi, his Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to Morocco ;

His Majesty the Sultan of Morocco :

El Hadj Mohamed Ben-el-Arbi Et-Torres, his Delegate at Tangier and Ambassador Extraordinary ;

El Hadj Mohamed Ben-Abd-es-Selam El Mokri, his Minister of Expenditure ;

El Hadj Mohamed Es-Seffar ; and

Sid Abd-er-Rahman Ben Nis ;

Her Majesty the Queen of the Netherlands :

Jonkheer Hannibal Testa, her Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Catholic Majesty ;

His Majesty the King of Portugal and the Algarves, &c. :

Antoine, Count de Tovar, his Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Catholic Majesty ; and

François-Robert, Count de Martens Ferrão, Peer of the Kingdom, his Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to Morocco ;

His Majesty the Emperor of All the Russias :

Arthur, Count Cassini, his Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to His Catholic Majesty ; and

Basil de Bacheracht, his Minister to Morocco ;

His Majesty the King of Sweden :

Robert Sager, his Envoy Extraordinary and Minister Pleni-

potentiary to His Catholic Majesty and to His Most Faithful Majesty ;

Who, furnished with full powers which have been found in good and due form, have, in conformity with the programme upon which His Shereefian Majesty and the Powers have agreed, successively discussed and adopted—

- I. A Declaration relative to the organization of the police ;
- II. Regulations concerning the detection and suppression of the illicit trade in arms ;
- III. An Act of Concession for a Moorish State Bank ;
- IV. A Declaration concerning an improved yield of the taxes and the creation of new sources of revenue ;
- V. Regulations respecting the Customs of the Empire and the suppression of fraud and smuggling ;
- VI. A Declaration relative to the public services and public works ;

and, having determined that these different documents might usefully be co-ordinated in a single instrument, have united them in a General Act consisting of the following Articles :—

CHAPTER I.—*Declaration relative to the Organization of the Police.*

ARTICLE 1.

The Conference, called by His Majesty the Sultan to pronounce on the measures necessary for the organization of the police, declares that the measures to be taken are as follows.

ARTICLE 2.

The police shall be under the sovereign authority of His Majesty the Sultan. It shall be recruited by the Makhzen from among Moorish Mussulmans, commanded by Moorish Kaïds, and distributed in the eight ports open to commerce.

ARTICLE 3.

In order to assist the Sultan in the organization of this police, Spanish officers and non-commissioned officers acting as instructors, and French officers and non-commissioned officers acting as instructors, shall be placed at his disposal by their respective Governments, which shall submit their nominations for the approval of His Shereefian Majesty. A contract drawn between the Makhzen and the instructors in accordance with the regulations contemplated by Article 4, shall determine the conditions of

their engagement and fix their pay, which shall not be less than double the pay corresponding to the rank of each officer or non-commissioned officer. They shall be paid, in addition, house allowance, varying according to the locality. Suitable quarters shall be placed at their disposal by the Makhzen, who shall likewise provide the necessary mounts and forage.

The Governments of the countries to which the instructors respectively belong reserve the right to recall them, and to replace them by others approved of and engaged on the same conditions.

ARTICLE 4.

These officers and non-commissioned officers shall, for a period of five years from the date of the ratification of the Act of the Conference, give their services to the organization of the Shereefian police forces. They shall be responsible for the instruction and discipline of those forces in accordance with the regulations to be drawn up on the subject; they shall likewise see that the men enrolled are fit for military service. Generally, they shall superintend the administration of the force and the issue of pay, which shall be in the hands of the Amin, assisted by the instructor acting as accounting officer. They shall give technical assistance to the Moorish authorities invested with the command of these forces, in the exercise of that command.

Regulations for the proper working of the recruiting, discipline, instruction, and administration of the police force shall be drawn up by common agreement between the Shereefian Minister of War or his delegate, the Inspector referred to in Article 7, and the French and Spanish instructors of the highest rank.

The regulations shall be submitted to the Diplomatic Body at Tangier, which shall formulate its opinion within one month. On the expiration of such period the regulations shall come into force.

ARTICLE 5.

The total strength of the whole effective police force shall not exceed 2,500 men nor be less than 2,000. It shall be distributed according to the importance of the ports, in detachments varying from 150 to 600 men. The number of Spanish and French officers shall be from 16 to 20; that of the Spanish and French non-commissioned officers, from 30 to 40.

ARTICLE 6.

The funds necessary for the maintenance and payment of the men and of the officers and non-commissioned officers acting as instructors shall be advanced to the Shereefian Treasury by the State Bank, within the limits of the annual budget assigned to the police, which shall not exceed 2,500,000 pesetas for a strength of 2,500 men.

ARTICLE 7.

The working of the police shall, during the same period of five years, be subject to a general inspection, which shall be intrusted by His Shereefian Majesty to a superior officer of the Swiss army, the choice of whom shall be submitted for his approval by the Swiss Federal Government.

This officer shall be styled "Inspector-General," and shall have his residence at Tangier.

He shall inspect the several police detachments at least once a-year, and, as a result of such inspection, draw up a report addressed to the Makhzen.

Apart from the regular reports, he may, if he consider it necessary, draw up special reports on any question concerning the working of the police.

Without intervening directly in the command or the instruction of the force, the Inspector-General shall take note of the results achieved by the Shereefian police as regards the maintenance of order and security in the districts in which such police shall be installed.

ARTICLE 8.

A copy of the reports and communications addressed to the Makhzen by the Inspector-General on the subject of his mission shall at the same time be handed to the dean of the Diplomatic Body at Tangier, in order that the Diplomatic Body may be in a position to satisfy itself that the Shereefian police are working in accordance with the decisions arrived at by the Conference, and to observe whether they afford, in a manner effective and conformable to the Treaties, security to the persons and property of foreigners as well as to commercial transactions.

ARTICLE 9.

In the case of complaints which may be brought before the Diplomatic Body by the Legation interested, the Diplomatic Body may, on advising the Sultan's Representative, request the Inspector-General to make an inquiry and to draw up a report on such complaints, available for any purposes.

ARTICLE 10.

The Inspector-General shall receive a yearly salary of 25,000 fr. He shall be granted in addition an allowance of 6,000 fr. for travelling expenses. The Makhzen shall place at his disposal a suitable residence, and provide for the upkeep of his horses.

ARTICLE 11.

The material conditions of his engagement and of his establishment, as laid down in Article 10, shall form the subject of a contract between him and the Makhzen. A copy of such contract shall be communicated to the Diplomatic Body.

ARTICLE 12.

The staff of instructors of the Shereefian police (officers and non-commissioned officers) shall be Spanish at Tetuan, mixed at Tangier, Spanish at Laraiche, French at Rabat, mixed at Casablanca, and French at the three other ports.

CHAPTER II.—*Regulations concerning the Detection and Suppression of the Illicit Traffic in Arms.*

ARTICLE 13.

Throughout the whole extent of the Shereefian Empire the importation of, and trade in, warlike arms, parts of arms, ammunition of all kinds, whether loaded or unloaded, powder, saltpetre, gun-cotton, nitro-glycerine, and all materials destined exclusively for the manufacture of ammunition are prohibited, except in the cases specified in Articles 14 and 15.

ARTICLE 14.

Explosives necessary for industrial purposes and for public works may, however, be imported. Regulations on the lines indicated in Article 18 shall determine the conditions on which such importation may take place.

ARTICLE 15.

Arms, parts of arms, and ammunition intended for the forces of His Shereefian Majesty shall be admitted on the following formalities being observed:—

A declaration, signed by the Moorish Minister for War, stating the number and kind of such supplies ordered from foreign industries, must be presented to the Legation of the country of origin, which shall affix its *visa*.

Cases and packages containing arms and ammunition, delivered to the order of the Moorish Government, shall be cleared through the Customs on the presentation of—

1. The declaration aforesaid ;

2. The bill of lading, specifying the number and weight of the packages, and the number and kind of the arms and ammunition which they contain. This document must be certified by the Legation of the country of origin, which must indorse thereon the successive amounts previously cleared through the Customs. Such certification shall be refused so soon as delivery of the whole of the order has been completed.

ARTICLE 16.

The importation of sporting and high-priced arms, parts of arms, and cartridges, loaded or empty, is likewise prohibited. Provided, however, that such importation may be authorized—

1. For the strictly personal requirements of the importer ;
2. For the supply of the arms-stores licensed in conformity with Article 18.

ARTICLE 17.

Sporting and high-priced arms and ammunition shall be admitted for the strictly personal requirements of the importer on presentation of a permit issued by the Representative of the Makhzen at Tangier. If the importer be a foreigner, the permit shall only be made out on the demand of his Legation.

As regards sporting ammunition, each permit shall be for not more than 1,000 cartridges, or the materials necessary for the manufacture of not more than 1,000 cartridges.

Such permit shall be given to such persons only as shall not have been convicted of an offence.

ARTICLE 18.

The trade in non-rifled sporting or high-priced arms of foreign make, and in ammunition for the same, shall be regulated, as soon as circumstances permit, by a Shereefian Order made in conformity with the advice of the Diplomatic Body at Tangier, whose decision shall be declared by a majority of votes. The same procedure shall be followed with regard to Orders made with the object of suspending or restricting this traffic.

Only persons who shall have obtained a special and temporary licence from the Moorish Government shall be permitted to open and carry on the businesses of retail stores for the sale of sporting arms and ammunition. Such licence shall only be granted on receipt of a written request from the applicant, supported by a recommendation from his Legation.

The number of retail stores which may be opened at Tangier, and eventually in such ports as may hereafter be specified, shall be determined by regulations drawn up in the manner provided in the first paragraph of this Article. Such regulations shall prescribe

the formalities to be observed in connection with the importation of explosives intended for industrial purposes and for public works, and of arms and ammunition to be stocked in the retail stores, and shall determine the maximum quantities that may be so stocked.

In cases of infraction of the regulations, the licence may be withdrawn, either temporarily or definitively, without prejudice to such further penalties as may be incurred by the offenders.

ARTICLE 19.

The penalty for importing, or attempting to import, prohibited goods shall be the confiscation of such goods, in addition to the penalties and fines specified below, which shall be inflicted by the competent courts.

ARTICLE 20.

The penalty for importing, or attempting to import, prohibited goods at a port open to commerce, or at a custom-house, shall be—

1. A fine of not less than 500 and not exceeding 2,000 pesetas, and a supplementary fine equal to three times the value of the imported goods ;

2. Imprisonment for a period of not less than five days and not exceeding one year ;

Or one of these two penalties only.

ARTICLE 21.

The penalty for importing, or attempting to import, prohibited goods at a place other than a port open to commerce or a custom-house shall be—

1. A fine of not less than 1,000 and not exceeding 5,000 pesetas, and a supplementary fine equal to three times the value of the imported goods ;

2. Imprisonment for a period of not less than three months and not exceeding two years ;

Or one of these two penalties only.

ARTICLE 22.

The penalties for fraudulently selling, receiving, or retailing goods prohibited by the present regulations shall be those laid down in Article 20.

ARTICLE 23.

Accessories to the offences specified in Articles 20, 21, and 22 shall be liable to the same penalties as the principal offenders. The question of what constitutes complicity shall be determined in—

accordance with the law administered by the court before which the particular case is heard.

ARTICLE 24.

Whenever there is good reason to suspect that a vessel anchored in a port open to commerce is carrying arms, ammunition, or other prohibited goods with a view to their importation into Morocco, the Shereefian Customs officers shall so inform the competent consular authority, in order that the latter may, with the assistance of an officer delegated by the Shereefian Customs, proceed to such inquiries, inspection, or search as may be deemed necessary.

ARTICLE 25.

In cases of the importation, or attempted importation, of prohibited goods by sea, at a place other than a port open to commerce, the Moorish Customs authorities may take the vessel to the nearest port, to be there handed over to the consular authority, who shall have the right to seize and retain it until payment of the prescribed fines. The vessel shall, however, be released at any stage of the proceedings on the deposit with the consular authority of the maximum amount of the fine, or on good security for the payment of the same being accepted by the Customs, provided such release do not impede the judicial investigation.

ARTICLE 26.

The Makhzen shall retain the confiscated goods for the purpose of sale in a foreign country or for its own use, if the goods are serviceable, provided always that the subjects of the Empire shall not obtain possession of them.

Boats used for illicitly landing goods may be confiscated, and shall, if so confiscated, be sold for the benefit of the Shereefian Treasury.

ARTICLE 27.

The sale of arms discarded by the Moorish Government shall be prohibited throughout the Shereefian Empire.

ARTICLE 28.

Rewards, payable out of the proceeds of the fines imposed, shall be granted to informers who shall have been instrumental in discovering prohibited goods, as well as to the officials who shall have effected their seizure; such rewards shall be paid in the following manner, viz.: after deduction, if necessary, of the costs of the proceedings, one-third to be divided by the Customs

authorities amongst the informers, one-third amongst the officials who shall have seized the goods, and one-third to go to the Moorish Treasury.

If the seizure have been effected without the intervention of an informer, one-half of the amount of the fines shall be awarded to the officials who seized the vessel, and the remaining half to the Shereefian Treasury.

ARTICLE 29.

The Moorish Customs authorities shall notify direct to the foreign diplomatic or consular authorities any cases of infraction of the present regulations committed by persons under their jurisdiction, in order that such persons may be prosecuted before the competent court.

Cases of similar infractions committed by Moorish subjects shall be notified by the Customs Administration direct to the Shereefian authorities.

An officer delegated by the Customs shall be charged with the duty of watching the proceeding in cases pending before the different courts.

ARTICLE 30.

In the region adjoining the Algerian frontier the enforcement of the regulations respecting the illicit trade in arms shall be the exclusive concern of France and Morocco.

Similarly, in the Riff country, and in the regions adjoining the frontier of the Spanish possessions generally, the enforcement of the regulations respecting the illicit trade in arms shall be the exclusive concern of Spain and Morocco.

CHAPTER III.—*Act of Concession for a State Bank.*

ARTICLE 31.

A bank shall be established in Morocco, under the name of "The Morocco State Bank," to exercise the rights hereinafter specified, which are granted to it by His Majesty the Sultan for a period of forty years from the date of the ratification of the present Act.

ARTICLE 32.

The Bank, which shall have power to carry on all business within the proper province of banking, shall have the exclusive privilege of issuing notes to bearer, payable on presentation, and receivable as legal tender at the public treasuries of the Moorish Empire.

The Bank shall, for a period of two years from the date of starting business, maintain a cash reserve equal to not less than one-half the value of its notes in circulation, and, after the expiration of the said period of two years, equal to not less than one-third of such value. Not less than one-third of such cash reserve shall be in gold bullion or gold coin.

ARTICLE 33.

The Bank shall, to the exclusion of any other bank or financial establishment, discharge the duties of disbursing Treasurer of the Empire. To this end the Moorish Government shall take the necessary measures to effect the payment into the Bank of the proceeds of the customs, except that portion thereof which is hypothecated for the service of the loan of 1904, as well as of such other revenues as the Government may indicate.

As regards the proceeds of the special tax established with a view to carry out certain public works, the Moorish Government shall cause them to be paid into the Bank, together with such revenues as it may eventually hypothecate as security for its loans, the Bank being specially charged with the service thereof, with the exception, however, of the loan of 1904, which is governed by a special contract.

ARTICLE 34.

The Bank shall be the financial agent of the Government, both within and outside the Empire, without prejudice to the right of the Government to apply to other banking houses or financial establishments for its public loans. In respect of the said loans, however, the Bank shall enjoy a right of preference, other conditions being equal, over any other banking houses or financial establishments.

But, as regards Treasury bonds and other short term Treasury bills which the Moorish Government may desire to negotiate without having recourse to a public issue, the Bank shall, to the exclusion of any other establishment, be charged with their negotiation on behalf of the Moorish Government, whether in Morocco or abroad.

ARTICLE 35.

The Bank shall make advances to the Moorish Government on current account to an amount not exceeding 1,000,000 fr., chargeable against Treasury receipts.

The Bank shall likewise, for a period of ten years from its constitution, open a credit account for the Government, which shall not exceed two-thirds of its initial capital. The amounts so credited shall be spread over several years, and employed primarily to meet the expenses of the establishment and upkeep of the police forces organized in accordance with the decisions arrived at by the Conference, and, secondarily, to meet the expenditure on such

works of public interest as may not be charged to the special fund contemplated by the Article next following.

The rate of interest for these two advances shall be at most 7 per cent., including bankers' commission, and the Bank shall be at liberty to require the Government to place in its hands, as security for the amount, an equivalent sum in Treasury bonds.

If the Moorish Government contract a loan before the expiration of a period of ten years, the Bank shall be entitled to the immediate repayment of the advances made in accordance with the second paragraph of the present Article.

ARTICLE 36.

The proceeds of the special tax (Articles 33 and 66) shall form a special fund, for which the Bank shall keep a separate account. This fund shall be employed in accordance with the rules laid down by the Conference.

In case of an insufficiency of funds, and chargeable to subsequent receipts, the Bank may open a credit for such fund, of which the amount shall not exceed the total receipts for the preceding year.

The conditions respecting the rates of interest and commission shall be the same as those laid down in the preceding Article as regards the advance to the Treasury on current account.

ARTICLE 37.

The Bank shall adopt such measures as it may deem expedient for ameliorating the monetary situation in Morocco. Spanish money shall be permitted as heretofore to circulate as legal tender.

Consequently, the Bank shall exclusively be charged with the purchase of the precious metals, with the minting and melting-down of coins, as well as with all other monetary operations, which it shall carry out on account and for the profit of the Moorish Government.

ARTICLE 38.

The Bank, of which the head office shall be at Tangier, shall establish branches and agencies in the principal towns of Morocco, and in such other places as it may deem expedient.

ARTICLE 39.

The sites necessary for the premises of the Bank, and of its branches and agencies in Morocco, shall be placed at its disposal gratis by the Government, and, on the expiration of the Concession, the Government shall resume possession thereof, and shall repay to the Bank the cost of the erection of such premises. The.

Bank shall, moreover, be entitled to acquire any building or site which it may need for the same purpose.

ARTICLE 40.

The Shereefian Government shall insure and be responsible for the security and protection of the Bank, its branches and agencies. With this view, it shall in each town place an adequate guard at the disposal of every such establishment.

ARTICLE 41.

The Bank, its branches and agencies shall be exempt from all taxes or dues, ordinary or extraordinary, whether now in force or to be hereafter imposed; this provision shall apply equally to the real property appropriated to its use as well as to the certificates and coupons of its shares and to its notes. The importation and exportation of bullion and coin intended for the operations of the Bank shall be authorized, and shall be exempt from all duty.

ARTICLE 42.

The Shereefian Government shall exercise its high control over the Bank through a Moorish High Commissioner, whom it shall appoint after previous agreement with the board of directors of the Bank.

The High Commissioner shall have the right to examine into the management of the Bank; he shall control the issue of bank notes, and shall see that the provisions of the Concession are strictly observed.

The High Commissioner shall sign or affix his seal to every note; he shall be charged with the supervision of the relations between the Bank and the Imperial Treasury.

He shall not be at liberty to interfere in the administration or business of the Bank, but he shall always have the right to attend the meetings of the Censors.

The Shereefian Government shall appoint one or two Assistant Commissioners, who shall be specially charged with the control of the financial dealings of the Treasury with the Bank.

ARTICLE 43.

Regulations determining the relations between the Bank and the Moorish Government shall be drawn up by the Special Committee contemplated in Article 57, and shall be approved by the Censors.

ARTICLE 44.

The Bank, constituted, with the approval of His Shereefian Majesty, as a Limited Liability Company, shall be subject to the law of France governing the matter.

ARTICLE 45.

Actions instituted by the Bank in Morocco shall be tried before the Consular Court of the defendant, or before the Moorish courts, in accordance with the rules of competence laid down in the Treaties and Shereefian Firmans.

Actions brought against the Bank in Morocco shall be tried before a special court composed of three Consular magistrates and two assessors. The Diplomatic Body shall draw up annually the list of magistrates and assessors, and of their substitutes.

This court shall in such actions apply the rules of law, procedure, and competence laid down by French law in matters of commerce. Appeals from judgments pronounced by this court shall lie to the Federal Court at Lausanne, whose decision shall be final.

ARTICLE 46.

In case of dispute over the terms of the Concession, or of litigation between the Moorish Government and the Bank, the issue shall be referred to the Federal Court at Lausanne without appeal or recourse.

In like manner, all disputes which may arise between the shareholders and the Bank as to the observance of the statutes or the conduct of the Bank's business, shall be referred to the same court, without appeal or recourse.

ARTICLE 47.

The statutes of the Bank shall be drawn up, in accordance with the following bases, by a special committee, as provided for in Article 57. They shall be approved by the Censors and ratified by the general meeting of shareholders.

ARTICLE 48.

The general meeting at which the company is constituted shall decide upon the place at which the meetings of shareholders and those of the board of directors shall be held; the latter shall, however, be at liberty to meet in any other town if it sees fit to do so.

The head office of the Bank shall be at Tangier.

ARTICLE 49.

The Bank shall be administered by a board of directors consisting of as many members as there are allotted portions in the initial capital.

The directors shall have the most extensive powers for the administration and management of the company; in particular, they shall appoint the managers, sub managers, and members of the committee referred to in Article 54, as well as the managers of branches and agencies.

The staff of the company shall, as far as possible, be recruited from among the nationals of the several Powers which have participated in the subscription of the capital.

ARTICLE 50.

The directors, who shall be appointed by the general meeting of shareholders, shall, subject to the approval of such meeting, be nominated by the groups subscribing the capital.

The first board shall remain in office for five years. On the expiration of this period, it shall be renewed at the rate of three members annually. The order in which the directors retire shall be determined by lot; they shall be eligible for re-election.

On the constitution of the company, each of the subscribing groups shall have the right to nominate as many directors as it shall have subscribed allotted portions of the capital, provided such groups shall be under no obligation to choose candidates of their own nationality.

The subscribing groups shall only preserve their right of nominating directors, on the occasion of the latter being replaced or their mandate renewed, so long as they are able to give proof of still being in possession of at least one-half of each allotted portion in respect of which they exercise such right.

In the event of a subscribing group ceasing, in virtue of these provisions, to be in a position to nominate a director, the general meeting of shareholders shall itself make the nomination.

ARTICLE 51.

Each of the following institutions, viz., the German Imperial Bank, the Bank of England, the Bank of Spain, and the Bank of France, shall, with the approval of its Government, appoint a Censor to the State Bank of Morocco.

The Censors shall remain in office for four years. Retiring Censors may be reappointed.

In the event of death or resignation, the vacancy shall be filled by the bank which had appointed the previous holder, but only for the unexpired term of the vacated office.

ARTICLE 52.

The Censors, who shall exercise their functions in virtue of the present Act of the Signatory Powers, shall, in the interests of the latter, watch over the proper working of the Bank and insure the strict observance of the clauses of the Concession and the statutes. They shall see that the provisions respecting the issue of notes are strictly carried out, and shall superintend the operations tending to place the monetary situation on a sound basis; but they shall not at any time, or under any pretext whatsoever, be allowed to interfere in the conduct of the business or in the internal administration of the Bank.

Each of the Censors may at any time examine the accounts of the Bank, call upon either the board of directors or the manager's office for information respecting the conduct of the business of the Bank, and attend at the meetings of the board of directors, but only in an advisory capacity.

The four Censors shall meet at Tangier in the exercise of their functions at least once in every two years at a date to be fixed by common agreement. Other meetings at Tangier or elsewhere shall be held on the demand of three of the Censors:

The four Censors shall draw up, in common agreement, an annual report which shall be annexed to that of the board of directors. The board of directors shall, without delay, forward a copy of such report to each of the Governments signatories of the Act of the Conference.

ARTICLE 53.

The emoluments and travelling allowances to be assigned to the Censors shall be fixed by the committee charged with the task of preparing the statutes. They shall be paid directly to these officials by the banks who appoint the latter, and shall be reimbursed to those banks by the Morocco State Bank.

ARTICLE 54.

A committee shall be set up at Tangier and attached to the head office, the members of which shall be selected by the board of directors, without distinction of nationality, from amongst the persons of position residing at Tangier who hold shares in the Bank.

Such committee, which shall be presided over by one of the managers or sub-managers, shall give advice in matters of discounts and the opening of credit accounts.

It shall submit to the board of directors a monthly report on these different questions.

ARTICLE 55.

The capital, of which the amount shall be fixed by the special committee provided for in Article 57, but which shall not be less than 15,000,000 fr. nor more than 20,000,000 fr., shall be composed of gold coin, and the shares, the certificates of which shall represent a value equivalent to 500 fr., shall be expressed in the different gold currencies at a fixed rate of exchange, as determined by the statutes.

This capital may eventually be increased at one or more times by decision of the general meeting of shareholders.

The subscription of such increases of capital shall be reserved to all the shareholders, without distinction of groups, in proportion to the number of shares held by each of them.

ARTICLE 56.

The initial capital of the Bank shall be divided into as many equal portions as there are participants amongst the Powers represented at the Conference.

To this end each Power shall designate a bank which shall exercise, either on its own behalf or on behalf of a group of banks, the right of subscription above specified, as well as the right to nominate the directors under Article 50. Every bank selected as the head of a group may, with the authorization of its Government, be replaced by another bank belonging to the same country.

Those States which desire to avail themselves of their right of subscription shall notify their intention to do so to the Spanish Government within four weeks from the date of the signature of the present Act by the Representatives of the Powers.

Two portions, however, of the capital equal to those reserved to each of the subscribing groups shall be assigned to the syndicate of banks signatories of the contract of the 12th June, 1904, as compensation for the cession by the syndicate to the State Bank of Morocco—

1. Of the rights specified in Article 33 of the contract ;
2. Of the right specified in Article 32 (§ 2) of the contract with regard to the available balance of the customs receipts, with the express reservation of the general preferential right to the total revenue from customs granted to the bondholders under Article 11 of the same contract.

ARTICLE 57.

Within three weeks from the date of the closing of the subscription, as notified by the Spanish Government to the Powers interested, a special committee composed of delegates appointed by the subscribing groups, under the conditions laid

down in Article 50 for the appointment of directors, shall meet for the purpose of drawing up the statutes of the Bank.

The general meeting for constituting the company shall be held within two months from the date of the ratification of the present Act.

The functions of the special committee shall cease immediately after the formation of the company.

The special committee shall itself determine the place of its meetings.

ARTICLE 58.

No alteration shall be made in the statutes except on the proposal of the board of directors and with the previous approval of the Censors and of the Imperial High Commissioner.

Such alterations must be voted at a general meeting of shareholders by a majority of three-quarters of the members present or represented.

CHAPTER IV.—*Declaration concerning an Improved Yield of the Taxes and the Creation of New Sources of Revenue.*

ARTICLE 59.

As soon as the *tertib* shall have been regularly enforced on Moorish subjects, the Representatives of the Powers at Tangier shall impose it upon their nationals within the Empire. It is, however, understood that the said tax shall not be imposed on foreigners, except—

(a.) Under the conditions prescribed by the regulations made by the Diplomatic Body at Tangier under date of the 23rd November, 1903;

(b.) In the localities where it shall be actually collected from Moorish subjects.

The Consular authorities shall retain a proportion of the amounts levied upon their nationals, in order to cover the expenses incurred in drawing up the lists and collecting the tax.

The rate of such deduction shall be fixed by agreement between the Makhzen and the Diplomatic Body at Tangier.

ARTICLE 60.

In accordance with the right recognized as belonging to them by Article 11 of the Madrid Convention, foreigners shall be free to acquire real property throughout the whole extent of the Shereefian Empire, and His Majesty the Sultan shall give the necessary instructions to the administrative and judicial authorities

to insure that authorization to execute the deeds shall not be refused without good cause. Subsequent transfers by deed between living persons or after decease shall continue to be effected without any impediment.

In the ports open to trade, and within a radius of 10 kilometres around such ports, the consent required by Article 11 of the Madrid Convention is granted by His Majesty the Sultan in a general manner, and without such consent having henceforth to be obtained specifically in respect of each purchase of real property by foreigners.

At Ksar-el-Kebir, Arzila, Azenur, and eventually in other localities on the coast or in the interior, the general authorization mentioned above is likewise granted to foreigners, but only for purchases within a radius of 2 kilometres around these towns.

Wherever foreigners have acquired real property, they shall be at liberty to erect buildings, provided they conform to the regulations and usages.

Before authorizing the execution of deeds of transfer of real property, the Cadi shall satisfy himself, in conformity with Mussulman law, that there is a good title.

The Makhzen shall designate, in each of the towns and districts specified in the present Article, the Cadi who shall be charged with the duty of effecting such verifications.

ARTICLE 61.

With the object of creating new sources of revenue for the Makhzen, the Conference recognizes, in principle, that a tax may be imposed on town buildings.

A portion of the revenue thus raised shall be set aside to meet the requirements of municipal roads and hygiene, and, in a general manner, to cover the cost of improvements and of conservancy in towns.

The tax shall be leviable on Moorish or foreign proprietors without any distinction; but the tenant or custodian of the key shall be responsible therefor to the Moorish Treasury.

Regulations made by common agreement between the Shereefian Government and the Diplomatic Body at Tangier shall fix the rate of the tax, lay down the manner of collecting and applying it, and determine what proportion of the resources thus created shall be devoted to meeting the cost of improvements and of conservancy in the towns.

At Tangier such proportion shall be paid to the International Sanitary Council, which shall determine the manner of its application until a municipal organization shall have been created.

ARTICLE 62.

His Shereefian Majesty having decided in 1901 that the Moorish officials charged with the collection of the agricultural

taxes should no longer receive from the people either *sokhra* or *mouna*, the Conference is of opinion that this rule should be made general as far possible.

ARTICLE 63.

The Shereefian Delegates have drawn attention to the fact that certain *habou* property or Crown lands, notably estates belonging to the Makhzen, occupied at a rental of 6 per cent., are held by foreigners without regular title-deeds, or in virtue of contracts subject to revision. The Conference, desirous of remedying this state of affairs, charges the Diplomatic Body at Tangier to bring about an equitable settlement of these two questions in agreement with the Special Commissioner whom His Shereefian Majesty may be pleased to appoint for this purpose.

ARTICLE 64.

The Conference takes note of the proposals formulated by the Shereefian Delegates respecting the establishment of new taxes on certain trades, industries, and professions.

If, as the result of the collection of such taxes from Moorish subjects, the Diplomatic Body at Tangier should consider that their levy should be extended to foreigners, it is hereby stipulated that the said taxes shall be exclusively municipal.

ARTICLE 65.

The Conference accepts the proposal made by the Moorish Delegation to introduce, with the co-operation of the Diplomatic Body—

- (a.) A stamp duty on contracts and notarial acts signed before an *adul*;
- (b.) A transfer tax; not exceeding 2 per cent., on sales of real estate;
- (c.) A statistical and weighing due, not exceeding 1 per cent. *ad valorem*, on goods transported by coasting vessels;
- (d.) A passport fee, to be levied from Moorish subjects;
- (e.) Eventually, quay and lighthouse dues, of which the proceeds shall be devoted to the improvement of the harbours.

ARTICLE 66.

As a temporary measure, goods of foreign origin shall, on their entry into Morocco, pay a special tax of $2\frac{1}{2}$ per cent. *ad valorem*. The total revenue derived from this tax shall form a special fund, which shall be devoted to meeting the expenditure on, and execution of, public works undertaken for the development of navigation and trade generally in the Shereefian Empire.

The programme of the works and the order of their execution shall be settled by agreement between the Shereefian Government and the Diplomatic Body at Tangier.

All surveys, estimates, plans, and specifications relating thereto shall be prepared by a competent engineer appointed with the concurrence of the Diplomatic Body by the Shereefian Government. Such engineer may, if necessary, be assisted by one or more assistant engineers. Their salaries shall be charged to the special fund.

The moneys belonging to the special fund shall be deposited in the Morocco State Bank, which shall keep the accounts thereof.

Public contracts shall be awarded in the form and according to the conditions laid down in regulations which it shall be the duty of the Diplomatic Body at Tangier to draw up conjointly with the Representative of His Shereefian Majesty.

The board of awards shall consist of a Representative of the Shereefian Government, five delegates of the Diplomatic Body at Tangier, and the engineer.

The contract shall be awarded to the person or persons who, while complying with the terms of the specifications, shall have submitted the most generally advantageous offer.

As regards the sums yielded by the special tax which would be collected at the custom-houses established in the districts indicated in Article 103 of the Customs Regulations, their employment shall, in agreement with the conterminous State, be determined by the Makhzen in accordance with the provisions of the present Article.

ARTICLE 67.

The Conference expresses the hope, subject to the observations submitted to it on this subject, that the export duties on the articles mentioned below may be reduced to the following extent:—

					Per cent.
Chick-peas	...	...	...	...	20
Maize	...	...	...	...	20
Barley	...	...	...	...	50
Wheat	...	...	...	...	34

ARTICLE 68.

His Shereefian Majesty agrees to increase from 6,000 to 10,000 the number of cattle which each Power has the right to export from Morocco. Such exportation may be effected through any custom-house. If, owing to unfortunate circumstances, a dearth of cattle should make itself felt in any particular district, His Shereefian Majesty may temporarily prohibit the export of cattle from the port or ports of such district. Such prohibition shall not exceed in duration a period of two years, nor shall it be enforced at all the ports of the Empire at one and the same time.

It is, moreover, understood that the preceding provisions do

not modify the other conditions governing the export of cattle which are laid down in the Firmans of earlier date.

The Conference further expresses the hope that a system of veterinary inspection may be organized in the seaports as soon as possible.

ARTICLE 69.

In accordance with the former decisions of His Shereefian Majesty, and notably with that of the 28th September, 1901, the coasting trade in cereals, grains, vegetables, eggs, fruit, poultry, and generally in goods and animals of every kind, whether of Moorish origin or otherwise, with the exception of horses, mules, asses, and camels, for which a special permit from the Makhzen shall be required, is authorized between all the ports of the Empire. Such coasting trade may be carried on by vessels of any nationality, without the above-named articles being liable to pay export duty, but subject to the special duties and to the observance of the regulations governing this matter.

ARTICLE 70.

The scale of berthage or anchorage dues levied from vessels in Moorish harbours being fixed by treaties with certain Powers, these Powers are prepared to consent to a revision of the said dues. The Diplomatic Body at Tangier is charged with the duty of drawing up, in agreement with the Makhzen, the conditions of such revision, which shall not be effected until after the improvement of the harbours.

ARTICLE 71.

In all ports where sufficient warehouse accommodation exists, warehouse dues on articles in bond shall be levied in accordance with the regulations drawn up, or to be drawn up, on this subject by the Government of His Shereefian Majesty in agreement with the Diplomatic Body at Tangier.

ARTICLE 72.

Opium and kiff shall continue to be a monopoly of the Shereefian Government. Nevertheless, the importation of opium specially destined for medicinal purposes shall be authorized by a special permit, issued by the Makhzen at the request of the Legation of the country to which the importing chemist or doctor belongs. The Shereefian Government and the Diplomatic Body shall, by common agreement, determine the maximum quantity that may be imported.

ARTICLE 73.

The Representatives of the Powers take note of the intention of the Shereefian Government to extend to tobacco of all kinds the monopoly which at present exists in the case of snuff. They reserve the right of their nationals to due compensation for any losses which the said monopoly may inflict on such of them as carry on a tobacco business under the present system. Failing an amicable arrangement, the amount of such compensation shall be fixed by experts nominated jointly by the Makhzen and the Diplomatic Body, who shall be guided by the provisions agreed upon in the matter of expropriations in the public interest.

ARTICLE 74.

The principle of awarding contracts without regard to nationality shall be applied to the farming of the opium and kiff monopoly. The same course shall be adopted in respect to the tobacco monopoly if such be introduced.

ARTICLE 75.

Should occasion arise to modify any of the provisions of the present Declaration, an understanding on the subject must be arrived at between the Makhzen and the Diplomatic Body at Tangier.

ARTICLE 76.

In all the cases dealt with by the present Declaration in which the intervention of the Diplomatic Body is required, decisions shall be taken by a majority of votes, except in respect of Articles 64, 70, and 75.

CHAPTER V.—*Regulations respecting the Customs of the Empire and the Suppression of Fraud and Smuggling.*

ARTICLE 77.

Every captain of a merchant-vessel coming from a foreign or a Moorish port shall, within twenty-four hours of his receiving pratique at any of the ports of the Empire, deposit at the custom-house an exact copy of his manifest signed by himself and certified to be correct by the consignee of the vessel. He shall, moreover, if required to do so, produce before the Customs officers the original of his manifest.

The Customs authorities shall have power to place one or more watchmen on board to prevent all illicit traffic.

ARTICLE 78.

The following are exempted from the obligation to deposit the manifest :—

1. Men-of-war or vessels chartered on behalf of a Power.
2. Boats belonging to private individuals kept by them for their personal use, and not employed in the carriage of merchandize.
3. Boats or vessels used for fishing within sight of the shore.
4. *Yachts solely used for pleasure cruises and registered as such at their home ports.*
5. Vessels specially fitted out for the laying and repair of telegraphic cables.
6. Boats exclusively employed in life-saving operations.
7. Hospital-ships.
8. Training-vessels of the mercantile marine which do not engage in commercial enterprise.

ARTICLE 79.

The manifest deposited at the custom-house shall state the nature and origin of the cargo, together with the marks and numbers of the cases, bales, packages, barrels, &c.

ARTICLE 80.

Should there be material grounds for mistrusting the correctness of the manifest, or should the captain of the vessel refuse to allow the visit and inspection of the Customs officers, the case shall be notified to the competent Consular authority, in order that the latter may proceed, with the assistance of a delegate of the Shereefian Customs, to such inquiries, search, and inspection as may be deemed necessary.

ARTICLE 81.

If, after the expiration of the period of twenty-four hours allowed under Article 77, the captain have not deposited his manifest, he shall, unless the delay be due to circumstances beyond control, be liable to a fine of 150 pesetas for each day's delay, provided that such fine shall not exceed 600 pesetas. If the captain fraudulently present an inaccurate or incomplete manifest, he shall be personally liable to pay a sum equal to the value of the goods for which he has failed to produce a manifest as well as a fine of not less than 500 and not exceeding

1,000 pesetas, and the vessel and its cargo shall, moreover, be liable to seizure by the competent Consular authority as security for such fine.

ARTICLE 82.

Every person shall, at the time of clearing goods through the Customs, whether for import or for export, file a detailed statement in the custom-house specifying the kind, quality, weight, number, size, and value of the goods, as well as the kind, marks, and numbers of the packages containing the same.

ARTICLE 83.

Should the Customs officers, on inspection, find that there are fewer packages or less merchandize than have been declared, the declarant, unless able to prove that he has acted in good faith, shall pay double the amount of the duty on the missing goods, and the goods declared shall be detained as security for this double duty; if, on the contrary, an excess be found at the time of the visit, either in the number of packages or in the quantity or weight of the goods, such excess shall be seized and confiscated for the benefit of the Makhzen, unless the declarant can prove his good faith.

ARTICLE 84.

If the declaration should be found to be incorrect as to either kind or quality, and if the declarant be unable to prove his good faith, the goods incorrectly declared shall be seized and confiscated by the competent authority for the benefit of the Makhzen.

ARTICLE 85.

Should the declaration be found to be incorrect as regards the value declared, and should the declarant be unable to prove his good faith, the Customs Administration may either levy the duty in kind there and then, or, in case the goods be indivisible, acquire the said goods on an immediate payment to the declarant of the declared value, plus 5 per cent.

ARTICLE 86.

If the declaration be found to be false as regards the nature of the goods, the latter shall be considered as not having been declared, and the offence shall be dealt with as laid down in Articles 88 and 90 herein below, and the penalties shall be those provided in the said Articles.

ARTICLE 87.

The penalty for smuggling or attempting to smuggle dutiable goods into or out of the country, whether by sea or by land, shall be the confiscation of the goods, without prejudice to such penalties and fines hereinafter provided as may be inflicted by the competent courts.

In addition, vehicles or animals employed in transporting smuggled goods by land shall be seized and confiscated in all cases where such goods constitute the principal part of the load.

ARTICLE 88.

The penalty for illicitly importing or exporting, or attempting illicitly to import or export, at a port open to commerce, or through a custom-house, shall be a fine not exceeding three times the value of the goods so illicitly dealt with, and imprisonment for a period of not less than five days and not exceeding six months, or one only of these penalties.

ARTICLE 89.

The penalty for illicitly importing or exporting, or attempting illicitly to import or export, at places other than a port open to commerce, or a custom-house, shall be a fine of not less than 300 and not exceeding 500 pesetas, and a supplementary fine equal to three times the value of the goods, or imprisonment for a period of not less than one month and not exceeding one year.

ARTICLE 90.

Accessories to the offences specified in Articles 88 and 89 shall be liable to the same penalties as the principal offenders. The question of what constitutes complicity shall be determined in accordance with the law administered by the court before which the particular case is heard.

ARTICLE 91.

Any vessel importing or attempting to import, or exporting or attempting to export, merchandize illicitly at or from a place other than a port open to trade may be taken by the Moorish Customs authorities to the nearest port, to be handed over to the Consular authority, which may seize such vessel and detain it in custody until it shall have paid the amount of the fines imposed.

The vessel shall be released at any stage of the proceedings, on the deposit with the Consular authority of the maximum amount of the fine, or upon good security for payment being accepted by

the Customs, provided such release do not impede the judicial investigation.

ARTICLE 92.

The provisions of the preceding Articles shall be applicable to vessels engaged in the coasting trade.

ARTICLE 93.

Goods not liable to export duty and embarked at a Moorish port for shipment by sea to another port in the Empire shall be accompanied by a certificate of export issued by the Customs, on pain of having to pay the import duty or even of being confiscated, if not entered in the manifest.

ARTICLE 94.

Shipment by coasting-vessels of goods liable to export duty shall not be effected except after deposit at the custom-house of the place of shipment, against receipt, of the amount of the export duties payable on such goods. Such deposit shall be repaid to the depositor by the custom-house into which it was paid, on production of a declaration on which the Customs authorities shall have indorsed the arrival of the goods, and the receipt for the amount of the duties deposited. The documents proving the arrival of the goods shall be produced within three months of their shipment. On the expiration of this term, the sum deposited shall be appropriated by the Makhzen unless the delay be due to circumstances beyond control.

ARTICLE 95.

Import and export duties shall be paid in ready money at the custom-house where the clearance has been effected.

The *ad valorem* duties shall be paid on the basis of the cash and wholesale value of the goods entered at the custom-house, free of customs and warehouse duties. In the case of damaged goods, the depreciation they have undergone shall be taken into account in their valuation. Goods shall not be removed except after payment of customs and warehouse duties.

A formal receipt, to be made out by the official charged with the business, shall be given for all goods and payments received.

ARTICLE 96.

The value of the principal goods taxed by the Moorish Customs Administration shall be fixed annually in accordance with the

conditions laid down in the preceding Article, by a Customs Valuation Committee, sitting at Tangier, and consisting of—

1. Three members nominated by the Moorish Government.
2. Three members nominated by the Diplomatic Body at Tangier.
3. One delegate of the State Bank.
4. One agent of the Commission representing the Moorish 5 per Cent. Loan of 1904.

The committee shall nominate from twelve to twenty honorary members, resident in Morocco, whom it shall consult in connection with the valuation, and whenever it may see fit. Such honorary members shall be chosen from the lists of prominent residents, drawn up in the case of foreigners by the respective Legations, and, in the case of Moorish subjects, by the Representative of the Sultan.

They shall be nominated, as far as possible, in numbers proportionate to the importance of the trade of the respective nations.

The committee shall be appointed for three years.

The schedule of values fixed by the committee shall serve as a basis for the valuations which shall be made at every custom-house by the Moorish Customs Administration. It shall be posted up in the custom-houses and in the chanceries of the Legations or consulates at Tangier.

The schedule shall be subject to revision at the end of six months if any notable change shall have taken place in the value of certain goods.

ARTICLE 97.

A permanent committee, styled the "Customs Committee," shall be organized at Tangier, and appointed for a term of three years. It shall consist of a Special Commissioner of His Shereefian Majesty, of a member of the Diplomatic or Consular Body nominated by the Diplomatic Body at Tangier, and of a delegate of the State Bank. The committee may add to its number one or several representatives of the Customs Administration, with a consultative voice.

This Committee shall watch over the proper working of the Customs Administration, and shall have power to propose to His Shereefian Majesty such measures as would, in their opinion, tend to improve the service, and to assure the regularity and proper control of the transactions and charges (landing, loading, land transport, handling, import and export of goods, warehousing, valuation, payment and collection of duties). The rights stipulated for in favour of the bondholders by Articles 15 and 16 of the loan contract of the 12th June, 1904, shall be in no way impaired by the establishment of the "Customs Committee."

Detailed provision as to the application of Article 96 and of the present Article shall be made by means of instructions to be drawn up by the Customs Committee and the services interested; such

instructions shall be submitted to the Diplomatic Body for their opinion.

ARTICLE 98.

At custom-houses having sufficient warehouse accommodation the Customs Administration shall take charge of the goods landed, from the time when they are handed over, against receipt, by the captain of the vessel to the officials in charge of the lighterage service, until the time when they are formally cleared.

The Customs Administration shall be responsible for any damage caused by loss of or injury to goods due to the fault or negligence of its officials. It shall not be responsible for damage due either to natural deterioration of the goods, or to their having been stored too long in the warehouse, or to circumstances beyond control.

At custom-houses not having sufficient warehouse accommodation, the officials of the Makhzen are only bound to employ such means of preservation as may be at the disposal of the custom-house.

The Warehousing Regulations at present in force shall be revised in agreement with the Shereefian Government, by the Diplomatic Body, whose decision shall be taken by a majority of votes.

ARTICLE 99.

Confiscated goods and boats or transport vehicles or animals shall be sold by the Customs within eight days from the pronouncement of the final judgment by the competent court.

ARTICLE 100.

The net proceeds of the sale of confiscated goods and articles definitely become the property of the State; those of the money fines, as well as any amounts paid by way of compounding, shall, after deduction of costs of every kind, be divided between the Shereefian Treasury and such persons as may have aided in the prevention of fraud or smuggling.

One-third to be divided by the Customs among the informers;

One-third to go to the officials who seized the goods; and

One-third to the Moorish Treasury.

If the seizure have been effected without the intervention of an informer, one-half of the amount of the fines shall be awarded to the officials who seized the goods, and the other half to the Moorish Treasury.

ARTICLE 101.

The Moorish Customs authorities shall notify direct to the Diplomatic or Consular officials any case of infringement of the present regulations by their respective nationals, with a view to the latter being proceeded against before the competent court.

Cases of similar infringements by Moorish subjects shall be brought by the Customs before the Shereefian authorities direct.

A delegate of the Customs shall be charged with the duty of watching the proceedings in cases pending before the different courts.

ARTICLE 102.

Every confiscation, fine, or penalty shall be pronounced, in the case of foreigners, by the Consular courts, and in the case of Moorish subjects by the Shereefian courts.

ARTICLE 103.

In the region bordering on the Algerian frontier, the application of the present regulations shall remain the exclusive concern of France and Morocco; similarly in the Riff country and in the regions bordering on the Spanish possessions the application of the present regulations shall remain the exclusive concern of Spain and Morocco.

ARTICLE 104.

The provisions of the present regulations, other than those respecting penalties, shall, on the expiration of a period of two years from their coming into force, be open to revision by the Diplomatic Body at Tangier, whose decisions shall be unanimous, acting in agreement with the Makhzen.

CHAPTER VI.—*Declaration relative to the Public Services and Public Works.*

ARTICLE 105.

With a view to insure the application of the principle of economic liberty without inequality, the Signatory Powers declare that in no case shall the rights of the State over the public services of the Shereefian Empire be alienated for the benefit of private interests.

ARTICLE 106.

Should the Shereefian Government consider it necessary to have recourse to foreign capital or to foreign industries for the working of public services or for the execution of public works, roads, railways, ports, telegraphs, or other, the Signatory Powers reserve to themselves the right to see that the control of the State over such large undertakings of public interest remain intact.

ARTICLE 107.

The validity of such concessions as may be granted for the purposes specified in Article 106, or for furnishing supplies to the State, shall, throughout the Shereefian Empire, be subject to the principle of public awards on tenders, without respect of nationality, as regards all matters which, by the rules observed under the laws of foreign countries, admit of the application of that principle.

ARTICLE 108.

So soon as it shall have been decided to proceed to the execution of particular public works by calling for tenders, the Shereefian Government shall notify such decision to the Diplomatic Body, to which it shall, in due course, communicate the plans, specifications, and all documents annexed to the call for tenders, so that the nationals of all the Signatory Powers may obtain information respecting the projected works, and be in a position to compete for them. A sufficient time limit shall be fixed for this purpose in the call for tenders.

ARTICLE 109.

The specifications shall not contain, either explicitly or implicitly, any condition or provision of a nature to violate the principle of free competition, or to place the competitors of one nationality at a disadvantage as against the competitors of another.

ARTICLE 110.

The contracts shall be made in the form and according to the general conditions prescribed by regulations to be drawn up by the Shereefian Government, with the assistance of the Diplomatic Body.

The contract shall be awarded by the Shereefian Government to the person or persons who, while complying with the terms of the specifications, shall have submitted the most generally advantageous offer.

ARTICLE 111.

The rules laid down in Articles 106 to 110 shall be applied to concessions for the working of cork-tree forests, in accordance with the laws governing this matter in the respective foreign countries.

ARTICLE 112.

A Shereefian Firman shall lay down the conditions of the concession and of the working of mines, ores, and quarries. In

drawing up this Firman the Shereefian Government shall be guided by the laws governing this matter in foreign countries.

ARTICLE 113.

If, in the cases mentioned in Articles 106. to 112, it should be necessary to enter into occupation of particular properties, it shall be lawful to proceed to expropriation, conditionally upon the previous payment of proper compensation and the observance of the following rules.

ARTICLE 114.

Expropriation shall not take place except on the ground of public interest, and provided the necessity for it shall have been established by an administrative inquiry, held in accordance with rules to be laid down in Shereefian regulations drawn up with the assistance of the Diplomatic Body.

ARTICLE 115.

Where the owners of property are Moorish subjects, His Shereefian Majesty shall take the necessary measures to insure that no obstacles are placed in the way of the execution of such works as he may have declared to be of public interest.

ARTICLE 116.

Where the owners are foreigners, expropriation shall be effected in the following manner:—

In case of disagreement between the competent Government Department and the owner of the property to be expropriated, the amount of compensation shall be determined by a special jury, or, if need be, by arbitration.

ARTICLE 117.

Such jury shall consist of six expert valuers, of whom three shall be chosen by the owner and three by the Government Department interested in the expropriation. The opinion of the absolute majority shall prevail.

If no majority can be formed, the owner and the Government Department shall each appoint an arbiter, and these two arbiters shall nominate a third arbiter.

Failing an agreement as to the nomination of the third arbiter, the latter shall be appointed by the Diplomatic Body at Tangier.

ARTICLE 118.

The arbiters shall be chosen from a list drawn up at the beginning of each year by the Diplomatic Body, and, as far as possible, from such experts as are not resident in the locality where the work is to be carried out.

ARTICLE 119.

The owner shall have the right to appeal to the competent court against the award pronounced by the arbiters. Such appeal shall be lodged in accordance with the rules laid down in the matter of arbitration by the laws of the country to which the owner belongs.

CHAPTER VII.—*General.*

ARTICLE 120.

With a view to bring their respective legislations, if necessary, into harmony with the engagements entered into by virtue of the present General Act, all the Signatory Powers undertake, so far as they are severally concerned, to promote such legislation as may be necessary.

ARTICLE 121.

The present General Act shall be ratified in accordance with the constitutional laws peculiar to each individual State; the ratification shall be deposited at Madrid as soon as may be, and at the latest on the 31st December, 1906.

Such deposit shall be recorded in a protocol, of which a copy, certified to be correct, shall be transmitted to the Signatory Powers through the diplomatic channel.

ARTICLE 122.

The present General Act shall come into force on the day on which all the ratifications shall have been deposited, and at the latest on the 31st December, 1906.

Should the special legislative measures which may be necessary in certain countries in order to insure the application of some of the provisions of the present General Act to the nationals of such countries residing in Morocco not have been enacted before the date fixed for ratification, such provision shall not become applicable, so far as such nationals are concerned, until after the promulgation of such legislative measures.

ARTICLE 123, AND LAST.

All existing Treaties, Conventions, and Arrangements between the Signatory Powers and Morocco remain in force. It is, however, agreed that, in case their provisions be found to conflict with those of the present General Act, the stipulations of the latter shall prevail.

In witness whereof the Delegates Plenipotentiary have signed the present General Act, and have thereto affixed their seals.

Done at Algeciras, the 7th day of April, 1906, in single copy which shall remain deposited in the archives of His Catholic Majesty's Government, and of which copies, certified to be correct shall be transmitted to the Signatory Powers through the diplomatic channel.

For Great Britain :

(L.S.) A. NICOLSON.

For Germany :

(L.S.) RADOWITZ.

(L.S.) TATTENBACH.

For Austria-Hungary :

(L.S.) WELSERSHEIMB.

(L.S.) BOLESTA-KOZIEBRODZKI.

For Belgium :

(L.S.) JOOSTENS.

(L.S.) Comte CONRAD DE BUISSERET.

For Spain :

(L.S.) El Duque DE ALMODOVAR DEL RIO.

(L.S.) J. PÉREZ-CABALLERO.

For the United States of America

(With the reservation contained in the declaration made at the plenary meeting of the Conference on April 7, 1906) :

(L.S.) HENRY WHITE.

(L.S.) SAMUEL R. GUMMERÉ.

For France :

(L.S.) RÉVOIL.

(L.S.) REGNAULT.

For Italy :

(L.S.) VISCONTI VENOSTA.
(L.S.) G. MALMUSI.

For Morocco :

For the Netherlands :

(L.S.) H. TESTA.

For Portugal :

(L.S.) Conde DE TOVAR.
(L.S.) Conde DE MARTENS FERRÃO.

For Russia :

(L.S.) CASSINI.
(L.S.) BASILE BACHERACHT.

For Sweden :

(L.S.) ROBERT SAGER.

Additional Protocol.

At the moment of proceeding to the signature of the General Act of the Algeciras Conference, the Delegates of Great Britain, Germany, Austria-Hungary, Belgium, Spain, the United States of America, France, Italy, the Netherlands, Portugal, Russia, and Sweden, having regard to the declaration made by the Moorish Delegates that they are not in a position, for the moment, to affix their signatures thereto, the distance preventing them from obtaining an early reply from His Shereefian Majesty on the points which they considered themselves bound to refer to him, mutually engage, in virtue of their same full powers, to unite their efforts with a view to the ratification by His Shereefian Majesty of the said General Act in its entirety, and with a view to the simultaneous carrying out of the reforms therein contemplated, which are mutually interdependent.

They accordingly agree to charge His Excellency M. Malmusi, Italian Minister in Morocco and dean of the Diplomatic Body at Tangier, to take the necessary steps to this end, calling the atten-

tion of His Majesty the Sultan to the great advantages which must accrue to his Empire from the provisions unanimously adopted at the Conference by the Signatory Powers.

The accession of His Shereefian Majesty to the General Act of the Algeciras Conference shall be communicated through the intermediary of His Most Catholic Majesty's Government to the Governments of the other Signatory Powers. Such accession shall have the same effect as if the Moorish Delegates had affixed their signatures to the General Act, and shall take the place of ratification by His Shereefian Majesty.

In witness whereof the Delegates of Great Britain, Germany, Belgium, Austria-Hungary, Spain, the United States of America, France, Italy, the Netherlands, Portugal, Russia, and Sweden have signed the present Additional Protocol, and have thereto affixed their seals.

Done at Algeciras, the 7th day of April, 1906, in single copy, which shall remain deposited in the archives of His Most Catholic Majesty's Government, and copies of which, certified to be correct, shall be transmitted to the Signatory Powers through the diplomatic channel.

For Great Britain :

(L.S.) A. NICOLSON.

For Germany :

(L.S.) RADOWITZ.
(L.S.) TATTENBACH.

For Austria-Hungary :

(L.S.) WELSERSHEIMB.
(L.S.) BOLESTA-KOZIEBRODZKI.

For Belgium :

(L.S.) JOOSTENS.
(L.S.) Comte CONRAD DE BUL. ERET.

For Spain :

(L.S.) El Duque DE ALMODOVAR DEL RIO.
(L.S.) J. PÉREZ-CABALLERO.

For the United States of America

(With the reservation contained in the declaration made at the plenary meeting of the Conference on April 7, 1906) :

(L.S.) HENRY WHITE.
(L.S.) SAMUEL R. GUMMÉRÉ.

For France :

(L.S.) RÉVOIL.
(L.S.) REGNAULT.

For Italy :

(L.S.) VISCONTI VENOSTA.
(L.S.) G. MALMUSI.

For the Netherlands :

(L.S.) H. TESTA.

For Portugal :

(L.S.) Conde DE TOVAR.
(L.S.) Conde DE MARTENS FERRÃO.

For Russia :

(L.S.) CASSINI.
(L.S.) BASILE BACHERACHT.

For Sweden :

(L.S.) ROBERT SAGER.

(Declaration by the United States' Delegate, April 7, 1906.)

THE Government of the United States of America, having no political interests in Morocco, and having taken part in the present Conference with no other desires or intentions than to assist in assuring to all the nations in Morocco the most complete equality in matters of commerce, treatment, and privileges, and in facilitating the introduction into that Empire of reforms which should bring about a general state of well-being founded on the perfect cordiality of her foreign relations, and on a stable internal administration, declares: that in subscribing to the Regulations and Declarations of the Conference by the act of signing the General Act, subject to ratification according to constitutional procedure, and the Additional Protocol, and in consenting to their application to American citizens and interests in Morocco, it assumes no obligation or responsibility as to the measures which may be necessary for the enforcement of the said Regulations and Declarations.

ANNEX.

Procès-verbal de dépôt de Ratifications sur l'Acte général de la Conférence internationale d'Algéiras, signé le 7 avril, 1906.

EN exécution de l'Article 121 de l'Acte général de la Conférence internationale d'Algéiras, les soussignés Représentants de la Grande-Bretagne, d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de Belgique, d'Espagne, des États-Unis d'Amérique, de France, d'Italie, des Pays-Bas, du Portugal, de Russie, et de Suède se sont réunis au Ministère d'État, à Madrid, pour procéder au dépôt entre les mains du Gouvernement de Sa Majesté Catholique des Ratifications des Hautes Parties contractantes.

Les instruments des Ratifications—

- 1°. de Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes ;
- 2°. de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand ;
- 3°. de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, &c., et Roi Apostolique de Hongrie ;
- 4°. de Sa Majesté le Roi des Belges ;
- 5°. de Sa Majesté le Roi d'Espagne ;
- 6°. du Président des États-Unis d'Amérique ;
- 7°. du Président de la République Française ;
- 8°. de Sa Majesté le Roi d'Italie ;
- 9°. de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;
- 10°. de Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, &c., &c.
- 11°. de Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies ;
- 12°. et de Sa Majesté le Roi de Suède ;

ont été produits et ayant été, après examen, trouvés en bonne et due forme, sont confiés au Gouvernement de Sa Majesté Catholique pour être déposés dans les archives du Département d'État.

Le Chargé d'Affaires des États-Unis déclare que la ratification du Président des États-Unis d'Amérique est faite sous réserve de la déclaration présentée par le premier Délégué de son Pays à la séance de clôture de la Conférence le sept avril, mille neuf cent six, et de la résolution adoptée par le Sénat américain le douze décembre, mille neuf cent six ; déclaration et résolution qui sont insérées dans l'instrument de ratification et dont lecture a été donnée.

L'adhésion de Sa Majesté Chérifienne à l'Acte général de la Conférence internationale d'Algéiras ayant été communiquée, par l'intermédiaire du Gouvernement de Sa Majesté Catholique, aux Gouvernements des autres Puissances, cette adhésion, conformé-

ment au Protocole additionnel du dit Acte, tient lieu de ratification en ce qui concerne le Maroc.

En foi de quoi a été dressé le présent procès-verbal, dont une copie certifiée conforme sera remise par le Gouvernement de Sa Majesté Catholique aux Puissances signataires de l'Acte général.

Fait à Madrid le trente et unième jour de décembre, mille neuf cent six.

Pour la Grande-Bretagne :

(L.S.) MAURICE DE BUNSEN.

Pour l'Allemagne :

(L.S.) RADOWITZ.

Pour l'Autriche-Hongrie :

(L.S.) WELSERSHEIMB.

Pour la Belgique :

(L.S.) JOOSTENS.

Pour l'Espagne :

(L.S.) J. PÉREZ-CABALLERO.

Pour les États-Unis d'Amérique :

(L.S.) WINTHROP.

Pour la France :

(L.S.) CAMBON.

Pour l'Italie :

(L.S.) SILVESTRELLI.

Pour les Pays-Bas :

(L.S.) H. TESTA.

Pour le Portugal :

(L.S.) CONDE DE TOVAR.

Pour la Russie :

(L.S.) CASSINI.

Pour la Suède :

(L.S.) SAGER.

(Translation.)

Procès-Verbal of the Deposit of Ratifications of the General Act of the International Conference at Algeciras, signed April 7, 1906.

IN execution of Article 121 of the General Act of the International Conference at Algeciras, the undersigned Representatives of Great Britain, Germany, Austria-Hungary, Belgium, Spain, the United States of America, France, Italy, the Netherlands, Portugal, Russia, and Sweden have met at the Ministry of State at Madrid in order to proceed to the deposit in the hands of the Government of His Catholic Majesty of the Ratifications of the High Contracting Parties.

The Ratifications—

1. of His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India ;
2. of His Majesty the German Emperor, King of Prussia, in the name of the German Empire ;
3. of His Majesty the Emperor of Austria, King of Bohemia, &c., and Apostolic King of Hungary ;
4. of His Majesty the King of the Belgians ;
5. of His Majesty the King of Spain ;
6. of the President of the United States of America ;
7. of the President of the French Republic ;
8. of His Majesty the King of Italy ;
9. of Her Majesty the Queen of the Netherlands ;
10. of His Majesty the King of Portugal and the Algarves ;
11. of His Majesty the Emperor of all the Russias ; and
12. of His Majesty the King of Sweden ;

have been produced, and having been found, after examination, in good and due form, have been confided to the Government of His Catholic Majesty, in order that they may be deposited in the archives of the Department of State.

The Chargé d'Affaires of the United States declares that the Ratification of the President of the United States of America is made with the reservation expressed in the Declaration presented by the First Delegate of his country at the final meeting of the Conference, the 7th April, 1906, and in the Resolution adopted by the American Senate, the 12th December, 1906 ; which Declaration and Resolution are inserted in the Ratification, and have been read before the meeting.

The accession of His Shereefian Majesty to the General Act of the Conference at Algeciras having been communicated, through the intermediary of the Government of His Catholic Majesty, to

the Governments of the other Powers, this accession has, in conformity with the Additional Protocol of the said Act, taken the place of Ratification so far as regards Morocco.

In witness whereof the present *procès-verbal* has been drawn up, of which a certified copy will be forwarded by the Government of His Catholic Majesty to the Powers Signatories of the General Act.

Done at Madrid, December 31, 1906.

For Great Britain :

(L.S.) MAURICE DE BUNSEN.

For Germany :

(L.S.) RADOWITZ.

For Austria-Hungary :

(L.S.) WELSERSHEIMB.

For Belgium :

(L.S.) JOOSTENS.

For Spain :

(L.S.) J. PÉREZ-CABALLERO.

For the United States of America :

(L.S.) R. M. WINTHROP.

For France :

(L.S.) CAMBON.

For Italy :

(L.S.) SILVESTRELLI.

For the Netherlands :

(L.S.) H. TESTA.

For Portugal :

(L.S.) CONDE DE TOVAR.

For Russia :

(L.S.) CASSINI.

For Sweden :

(L.S.) SAGER.
